

Rapport financier annuel 2007

Sommaire

Rapport du directoire	26
Comptes consolidés	42
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	66
Comptes sociaux	68
Rapport général des commissaires aux comptes	84
Attestation du responsable	86

Rapport du directoire

Mesdames, Messieurs,

Le directoire de Guyenne et Gascogne vous a réunis en assemblée générale pour vous présenter son rapport sur l'exercice 2007.

1 - Société mère

1.1 - Réseau commercial

Le Carrefour d'Auch a été agrandi de 400 m² et la surface de vente des supermarchés s'est accrue de 2 200 m² grâce au transfert-agrandissement de deux magasins (Condom et Tartas).

Enseignes	31/12/2007		31/12/2006	
	Nombre	Surface	Nombre	Surface
Hypermarchés Carrefour	6	29 700 m ²	6	29 300 m ²
Supermarchés Champion	27	39 800 m ²	27	37 600 m ²
TOTAL	33	69 500 m²	33	66 900 m²

1.2 - Chiffre d'affaires TTC

Les hypermarchés ont consolidé leurs parts de marché, avec un chiffre d'affaires en progression de 2,5 %, grâce au maintien de l'effort sur les prix et sur les promotions.

Les supermarchés ont bénéficié, au second semestre, des bonnes performances des deux magasins transférés et agrandis.

(en milliers d'euros)	2007		2006	Variation
Hypermarchés	310 412	55,4 %	302 703	+ 2,5 %
Supermarchés	249 154	44,4 %	240 353	+ 3,7 %
Ventes en gros	999	0,2 %	1 604	ns
TOTAL	560 565	100,0 %	544 660	+ 2,9 %

1.3 - Ventes par rayon

Dans un environnement de déflation sur les trois premiers trimestres et de début d'inflation au quatrième trimestre, l'exercice 2007 est caractérisé par :

- une bonne tenue de l'alimentaire,
- un recul du textile et des rayons EPCS (électronique, photo, ciné, son),
- une vive hausse des prix des carburants sur les trois derniers mois.

(en %)	2007	2006
PGC (produits de grande consommation)	27,6	28,0
Produits frais	33,4	33,5
Non-alimentaire	16,1	16,5
Carburants	22,9	22,0
TOTAL	100,0	100,0

1.4 - Investissements

Les investissements de l'exercice ont concerné principalement :

- l'expansion du réseau supermarchés
transfert-agrandissement de Condom 5 953
transfert-agrandissement de Tartas..... 5 177
prise de participation de 100% de la filiale SACIR,
propriétaire du fonds de commerce et des murs
(crédit-bail) du magasin de Villeneuve de Marsan..... 3 513
- l'achèvement de l'entrepôt « produits frais »
(mars 2007)..... 5 213
- et du nouveau siège social (mai 2007)..... 3 039

(en milliers d'euros)	2007	2006
Hypermarchés	3 681	4 350
Supermarchés	16 012	11 213
Entrepôts	5 829	3 482
Siège social	3 410	2 815
TOTAL	28 932	21 860

1.5 - Résultats

Le résultat d'exploitation 2006 publié (1 436 milliers d'euros) a été pénalisé à hauteur de 3 402 milliers d'euros par un changement de valorisation des stocks dû à l'harmonisation des méthodes comptables entre les comptes sociaux et les comp-

tes consolidés. Le résultat d'exploitation 2007 (2 285 milliers d'euros) ressort en baisse sensible par rapport au montant 2006 comparable (4 839 milliers d'euros) ; il enregistre le recul du taux de marge commerciale (-0,52 %) dû à l'effort sur les prix, les promotions et les programmes de fidélité.

(en milliers d'euros)	2007	2006
Chiffre d'affaires HT	496 031	482 513
Résultat d'exploitation (1)	2 285	1 436
Résultat financier	144	540
Résultat exceptionnel (2)	- 1 679	- 1 576
Résultat avant dividende et impôt	750	400
Dividende Sogara	30 868	22 282
Impôt société	- 748	- 1 394
Résultat net	30 870	21 288
⁽¹⁾ dont charges non déductibles visées à l'article 39-4 du CGI	9	10
⁽²⁾ dont dotation aux amortissements dérogatoires sur les constructions	1 715	1 768

1.6 - Affectation du résultat

Afin de poursuivre la politique affirmée de distribution favorable aux actionnaires, et malgré la baisse du résultat du groupe en 2007, nous vous proposons de fixer le dividende à 3,50 euros par action, en progression de 9,4 % sur celui de l'exercice précédent (3,20 euros) selon le décompte ci-dessous :

Bénéfice de l'exercice	30 870 288 €
Report à nouveau antérieur	20 882 249 €
Montant à répartir	51 752 537 €
Dividende (6 768 335 x 3,50 euros)	23 689 172 €
Report à nouveau	28 063 365 €

Les dividendes des trois derniers exercices se sont élevés à :

	2006	2005	2004
Nombre d'actions rémunérées	6 768 335	6 768 335	6 768 335
Nominal	16,00 €	16,00 €	16,00 €
Dividende net	3,20 €	2,65 €	2,50 €

Par ailleurs, la filiale Sogara a bénéficié en décembre 2007, pour 130 678 milliers d'euros (nets de retenue à la source), de la distribution exceptionnelle effectuée par Centros Comerciales

Carrefour. Cette opération a permis à Sogara de majorer le dividende qu'elle a versé fin mars 2008 et qui fera partie du résultat 2008 de la société mère.

De ce fait, le directoire envisage de distribuer un acompte sur le dividende 2008 de 9 euros par action, versé le 30 mai 2008, en même temps que le dividende de l'exercice 2007. Cet acompte sera éligible, comme le dividende de l'exercice 2007, à la réfaction de 40 % mentionnée à l'article 158-3-2° du CGI.

1.7 - Informations sur les risques et litiges

Les risques d'exploitation sont gérés, pour l'essentiel, de façon décentralisée dans les magasins et entrepôts :

Sécurité des personnes et des biens :

De nombreux contrôles sont effectués par les responsables sécurité des magasins et par des organismes extérieurs :

- commissions de sécurité, qui vérifient les établissements recevant du public,
- contrôles des installations techniques (notamment électriques),
- vérifications périodiques des installations Sprinkler anti-incendie.

Sécurité alimentaire et sanitaire :

- des procédures de contrôle et d'alerte sont en place pour faire face à une situation de crise,
- les contrôles portent notamment sur les opérations d'hygiène, de respect de la chaîne de froid, et sur la traçabilité.

Risques environnementaux :

les zones de risque concernent les 29 stations-services et l'entrepôt de Labenne (capacité de stockage importante).

Risques de fraudes et agressions :

- ces risques portent essentiellement sur des détournements de marchandises et de liquidités. Les procédures de contrôle interne sont détaillées dans le rapport de la Présidente du conseil de surveillance.

Risques de dysfonctionnement informatique :

- ces risques peuvent affecter le fonctionnement de l'entrepôt ou d'un magasin (notamment du système d'encaissement).

Risques de concurrence :

- l'ouverture d'un nouveau concurrent peut déstabiliser la gestion d'un magasin.

Les autres risques, à caractère juridique et financier, sont gérés de façon centralisée :

Risque de taux d'intérêt :

- il représente des montants non significatifs car la société n'est pas endettée.

Risque de change :

- la société réalise la quasi-totalité de ses achats et l'intégralité de ses ventes en euros ; elle n'est pas exposée au risque de change.

Risque de bourse :

- la société ne détient, au 31 décembre 2007, aucune valeur mobilière à risque.

Risque lié à l'environnement légal :

- il concerne principalement l'application de la réglementation économique (concurrence et consommation).

Litiges et provisions :

- l'essentiel des provisions correspond aux engagements de retraite et médailles du travail,
- les provisions pour litiges représentent 1 148 milliers d'euros.

Politique d'assurances :

- la société a souscrit un contrat d'assurance dommages et perte d'exploitation, ainsi qu'un contrat de responsabilité civile couvrant l'ensemble de ses établissements avec des franchises de faible montant.

Engagements hors bilan :

- il s'agit d'engagements immobiliers : locations des murs de certains magasins (engagements donnés) ou baux commerciaux signés avec les locataires des galeries marchandes (engagements reçus), ainsi que des engagements d'acquisition dans le cadre de l'expansion,
- il n'y a pas d'engagements de caution donnée.

2 - Capital social

Le nombre d'actions composant le capital social (6 768 335) n'a pas varié au cours de l'exercice. Il n'y a pas d'options de souscription qui pourraient entraîner la création de nouvelles actions. Il n'y a pas non plus d'autorisation en cours de validité pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Les actionnaires connus, détenant au 31 mars 2008 un pourcentage du capital supérieur :

- à l'un des seuils définis par l'article L 233-13 du Code de commerce,
- au seuil de 2,5 % du capital ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage, défini par l'article 10 des statuts, sont :

	En nombre d'actions		En droits de vote (1)	
	Mars 2008	Mars 2007	Mars 2008	Mars 2007
Groupe familial Beau	20,92 %	20,92 %	33,25 %	33,20 %
Amber Master Fund SPC (Iles Caïman)	16,54 %	3,04 %	13,59 %	2,50 %
Arnhold & Bleichroeder (New York)	7,57 %	2,55 %	6,22 %	2,10 %
Tocqueville Finance	7,48 %	9,22 %	6,14 %	7,58 %
Brown Brothers Harriman (Boston)	6,70 %	6,71 %	5,51 %	5,51 %
Schroder (Londres)	5,27 %	5,27 %	4,33 %	4,33 %
Richelieu Finance	5,27 %	16,23 %	4,33 %	13,35 %
Fidelity (Londres)	-	4,46 %	-	3,67 %
Nombre total d'actions et de droits de vote	6 768 335	6 768 335	8 237 542	8 232 450

⁽¹⁾ Un droit de vote double est attribué à toutes les actions détenues sous la forme nominative depuis au moins 4 ans.

Les membres du groupe familial Beau ont signé un engagement collectif de conservation de titres portant sur les 20,92 % du capital pour une durée de 2 ans à compter du 14 décembre 2005. Cet engagement a été relayé par un engagement individuel de conservation des actions pour une durée de 4 ans à compter du 15 décembre 2007 (durée initiale de 6 ans ramenée à 4 ans par la nouvelle réglementation).

Groupe familial Beau	En actions	En droits de vote
Micheline Beau	3,37 %	5,29 %
Emmeline d'Audiffret-Pasquier	5,38 %	8,51 %
Christian Beau	5,18 %	8,52 %
Ghislaine de Montesquiou	5,63 %	9,24 %
Bertrand de Montesquiou	0,70 %	1,15 %
Indivision Beau	0,66 %	0,54 %
La Patrimoniale	-	-
<small>(société contrôlée par Vincent Hollard)</small>		
	20,92 %	33,25 %

Les membres du conseil de surveillance et du directoire n'ont procédé, au cours de l'exercice 2007, à aucune opération d'acquisition ou de cession portant sur les titres de la société.

Par ailleurs, le Plan d'Epargne Entreprise détenu par les salariés possède, au 31 mars 2008, 34 581 actions Guyenne et Gascogne (0,51 % du capital).

Nous vous demandons de renouveler pour une période de 18 mois l'autorisation permettant à la société de procéder à l'achat en bourse de ses propres actions. Les acquisitions, limitées à 5 % du capital, pourront être effectuées en vue de :

- procéder à l'annulation des actions acquises,
- conserver les actions achetées pour les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Nous vous précisons que la société n'est pas intervenue au cours de l'exercice sur le marché boursier de ses propres actions. Elle ne détenait au 31 décembre 2007 (comme au 31 décembre 2006) aucune action Guyenne et Gascogne. Elle est, en revanche, intervenue en début d'exercice 2008 pour acheter 58 212 actions, au cours moyen de 84,37 euros, pour un montant total de 4 911 242 euros.

3 - Conseil de surveillance et directoire

3.1 - Liste des mandats et fonctions des mandataires sociaux :

Emmeline d'Audiffret-Pasquier**Présidente du conseil de surveillance,**

Née le 17 juillet 1953

Date du premier mandat : décembre 2005

Date de fin du mandat en cours : mai 2008

Autre mandat au sein de Guyenne et Gascogne :

Membre du comité de direction de Sogara SAS,

Vincent Hollard**Vice-Président du conseil de surveillance,**

Président du comité d'audit,

Né le 8 septembre 1929

Date du premier mandat : juin 1997

Date de fin du mandat en cours : mai 2008

Autre mandat au sein de Guyenne et Gascogne :

Membre du comité de direction de Sogara SAS,

Autres mandats :

Président de COFIP SAS,

Vice-Président Administrateur de GIMAR FINANCE & Cie,

Administrateur de DIDOT-BOTTIN,

Administrateur de QUINETTE-GALLAY,

Administrateur d'ALTRA BANQUE,

Administrateur de COPAFIMA,

Membre du Conseil de ANSA,

Membre du Conseil de I.C.C. (International Chamber of Commerce),

Membre du Conseil et Président de la Société des Amis de la Légion d'Honneur,

Alexandre Delieuze**Administrateur indépendant,**

Membre du conseil de surveillance,

Né le 2 mars 1921

Date du premier mandat : juin 1990

Date de fin du mandat en cours : mai 2008

Autres mandats :

Actionnaire de la société Delieuze (industrie de l'olive),

Administrateur de la société Cartier au Maroc,

Administrateur de la société Semca au Maroc,

Viticulteur.

Jacques de Pontac**Administrateur indépendant,**

Membre du Conseil de surveillance,

Membre du comité d'audit,

Né le 10 juin 1939

Date du premier mandat : novembre 1978

Date de fin du mandat en cours : mai 2008

Autres mandats :

Administrateur de Sofragi (Sicaf),

Président Directeur Général d'Optilia Diversifiée – Sicav d'Optigestion (Groupe Martin-Maurel),

Président Directeur Général d'Optilia Pythagore Europe,

Membre du directoire de la société Optigestion,

Viticulteur.

Bertrand de Montesquiou**Président du directoire,**

Né le 1^{er} juillet 1947

Date du premier mandat : novembre 1982

Date de fin du mandat en cours : mai 2008

Autres mandats au sein de Guyenne et Gascogne :

Vice-Président Directeur Général de SOGARA SAS,

Vice-Président de Centros Comerciales Carrefour (Espagne).

Autres mandats :

Membre élu de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Landes,

Administrateur du MEDEF Landes,

Administrateur de B.E.M. (Bordeaux Ecole de Management),

Conseiller de la Banque de France des Pyrénées Atlantiques.

Jean Boutsoque**Directeur Général,**

Né le 17 novembre 1941

Date du premier mandat : octobre 1985

Date de fin du mandat en cours : mai 2008

Autres mandats :

Président du Comité Interprofessionnel du Logement (CIL) de Bayonne

Administrateur de l'Office Départemental des HLM des Pyrénées-Atlantiques,

Administrateur de l'Institut Français du Merchandising (I.F.M.).

Marc Léguillette**Secrétaire général,**

Membre du comité d'audit,

Né le 6 septembre 1947

Date du premier mandat : novembre 1978

Date de fin du mandat en cours : mai 2008

Autres mandats au sein de Guyenne et Gascogne :

Représentant permanent de Guyenne et Gascogne :

- au Comité de direction de Sogara SAS,

- au Conseil d'administration de Somafre SA,

Représentant permanent de Sogara au conseil d'administration de Centros Comerciales Carrefour (Espagne),

Président des filiales :

- Gerflo SA et SACIR SAS.

Christian Beau**Membre du directoire**

Né le 3 février 1951

Date du premier mandat : juin 1996

Monsieur Beau a démissionné de son mandat avec effet du 18 mars 2008.

3.2 - Rémunérations pour l'exercice 2007 des membres du directoire et du conseil de surveillance :

Noms	Fonctions	Rémunérations brutes (avantages en nature compris)	Jetons de présence	Total en euros	Rappel 2006
Bertrand de Montesquiou	Président du directoire	245 362	-	245 362	237 874
Jean Boutsoque	Directeur général	184 770	-	184 770	178 964
Marc Léguillette	Secrétaire général	151 031	-	151 031	147 356
Christian Beau	Membre du directoire	100 018	-	100 018	96 865
Emmeline d'Audiffret-Pasquier	Présidente du conseil de surveillance	96 000	6 000	102 000	102 000
Vincent Hollard	Vice-Président du conseil de surveillance	12 000	6 000	18 000	18 000
Alexandre Delieuze	Membre du conseil de surveillance	-	6 000	6 000	6 000
Jacques de Pontac	Membre du conseil de surveillance	-	6 000	6 000	6 000
		789 181	24 000	813 181	793 059

Ces rémunérations ne comportent pas de part variable.

Les membres du directoire bénéficient d'une indemnité de départ en cas de cessation de leur mandat ouvrant droit à pension de retraite. Cette indemnité s'élève à 0,5 mois par année de présence dans la société, avec une limite fixée à un an de rémunération.

Par ailleurs, les mandataires sociaux ne bénéficient pas de régimes complémentaires de retraite spécifiques, ni d'options de souscription ou d'achat d'actions.

3.3 - Autres intérêts des dirigeants

Aucune convention n'a été conclue entre la société et l'un des membres du conseil de surveillance et du directoire qui ne présente pas le caractère d'opération courante conclue à des conditions normales.

Aucun prêt ni garantie n'est accordé en faveur de mandataires sociaux par la société ou une société du groupe.

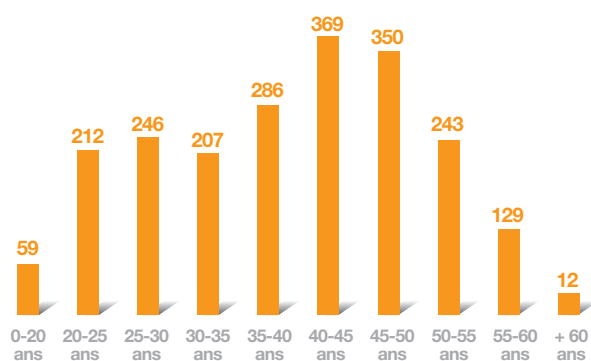
Aucun actif nécessaire à l'exploitation n'appartient à un mandataire social ou à sa famille.

4 - Informations sociales concernant la société mère

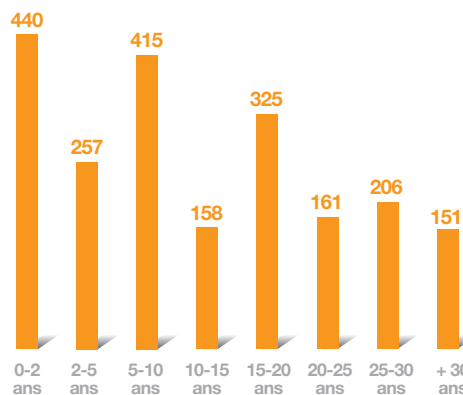
4.1 - Effectif

	Cadres	Agents de Maîtrise et techniciens	Ouvriers et employés	Total	Rappel 31/12/06
Effectif au 31 décembre	181	280	1 652	2 113	2 069
Dont temps complet	180	251	817	1 248	1 233
Dont temps partiel	1	29	835	865	836
Effectif permanent	171	258	1 332	1 761	1 807
Titulaires d'un contrat à durée déterminée	-	12	194	206	186
Effectif moyen mensuel	182	273	1 621	2 076	2 061
Hommes	145	142	470	757	753
Femmes	36	138	1 182	1 356	1 316
Total des embauches et reprises	11	29	661	701	662
Contrats à durée indéterminée	11	17	158	186	133
Contrats à durée déterminée	-	12	262	274	256
Saisonniers	-	-	241	241	254
Reprise de magasins	-	-	-	0	19
Total des départs et cessions	22	36	599	657	641
Démissions	6	18	105	129	112
Licenciements	9	7	45	61	49
Fin de contrats à durée déterminée	-	4	129	133	142
Fin de contrats saisonniers	-	-	242	242	254
Départs en cours de période d'essai	1	2	26	29	26
Congés sans solde	-	1	35	36	40
Retraite	6	4	16	26	15
Décès	-	-	1	1	3
Cession de magasins	-	-	-	0	0
Promotions et reclassements	13	15	-28	0	0

4.2 - Pyramide des âges



4.3 - Répartition par ancienneté



4.4 - Rémunérations annuelles moyennes

	2007		2006	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Cadres	44 102	35 815	42 522	32 071
Agents de maîtrise et techniciens	23 976	22 751	22 649	22 308
Ouvriers et employés	18 072	16 044	17 738	15 461
TOTAL	24 279	17 272	23 321	16 635

4.5 - Absentéisme

Nombre de journées d'absence (jours calendaires)	Cadres	Agents de Maîtrise et techniciens	Ouvriers et employés	Total	Rappel 31/12/06
Nombre total de journées d'absence	1 358	3 038	38 897	43 293	42 582
Nombre de journées d'absence pour maladie	672	1 643	19 707	22 022	22 894
Nombre de journées d'absence pour maladie avec hospitalisation	123	196	6 541	6 860	6 635
Nombre de journées d'absence pour accident du travail et de trajet	391	230	5 014	5 635	6 229
Nombre de journées d'absence pour maternité	95	925	7 415	8 435	6 517
Nombre de journées d'absence pour paternité	77	44	220	341	307

4.6 - Accidents du travail

	Cadres	Agents de Maîtrise et Techniciens	Ouvriers et Employés	Total	Rappel 31.12.06
Accidents de travail	5	15	106	126	183
Accidents de trajet	2	1	5	8	17
Total	7	16	111	134	200
dont accidents avec arrêt	3	8	75	86	132
Nombre de journées perdues	391	230	5 014	5 635	6 229
dont pour accidents de travail	388	226	4 962	5 576	5 905
dont pour accidents de trajet	3	4	52	59	324

4.7 - Formation professionnelle

	2007	2006
Cadres	115	140
Agents de maîtrise et techniciens	144	131
Ouvriers et employés	667	336
Nombre de stagiaires	926	607
Nombre de stages	554	536
Nombre d'heures de formation	13 049	9 376

4.8 - Déclaration travailleurs handicapés

	Nombre de bénéficiaires à employer	Nombre de personnes handicapées présentes en 2007	Unités manquantes 2007	Contribution libératoire 2007	Unités manquantes 2006	Contribution libératoire 2006
Services centraux	14	14	1,05	5 317	1,39	6 897
Branche hypermarchés	48	45	2,32	11 748	1,50	7 443
Branche supermarchés	31	32	8,52	43 145	8,43	41 829
TOTAL	93	91	11,89	60 210	11,32	56 169

4.9 - Budget des comités d'établissement

	2007			2006		
	Masse salariale	Fonctionnement 0,20 %	Œuvres sociales 1%	Masse salariale	Fonctionnement 0,20 %	Œuvres sociales 1%
TOTAL	41 055 880	82 112	410 559	39 251 761	78 504	392 518

4.10 - Personnel intérimaire

	Nombre d'intérimaires	Rappel 2006	Nombre de jours travaillés	Rappel 2006
Hypermarchés	808	1 209	2 238	4 030
Supermarchés	96	164	644	634
Services centraux	117	33	1 415	479
TOTAL	1 021	1 406	4 297	5 143

5 - Indicateurs environnementaux

5.1 - Périmètre des indicateurs

Comme les années précédentes, les données environnementales sont présentées par branche. En effet, chacune des trois branches est directement responsable de l'amélioration de ses performances en matière de respect de l'environnement.

- Branche hypermarchés : 6 magasins pour une superficie totale de 29 668 m² au 31 décembre 2007,
- Branche supermarchés : 27 magasins pour une superficie totale de 39 789 m² à fin 2007,
- Branche achats-logistique : 2 entrepôts sec et frais à Labenne pour une superficie de 25 000 m² à fin 2007.

Le mode de calcul des indicateurs environnementaux a été affiné :

Alors que les années précédentes, pour calculer la superficie globale de chaque branche d'activité, nous ne prenions en compte que les magasins et entrepôts ayant eu un impact significatif sur les indicateurs environnementaux de l'année, nous avons décidé d'affiner notre calcul.

Une superficie fin d'année et une superficie moyenne pondérée pour l'année sont ainsi présentées dans le tableau récapitulatif des indicateurs environnementaux de chaque branche. La superficie moyenne pondérée est désormais retenue pour comparer les indicateurs ; elle est calculée au prorata des mois d'activité effective de chaque surface.

5.2 - Exhaustivité des indicateurs

Ce rapport ne présente que les indicateurs NRE exploitables, quantifiables et pertinents par rapport à l'activité de distribution à dominante alimentaire de la société Guyenne et Gascogne. A savoir : les consommations énergétiques (électricité, gaz et fuel) et d'eau, ainsi que les déchets. Les indicateurs suivants n'y figurent donc pas :

- Rejets dans l'eau : néant

- Rejets dans l'air :

La principale source de pollution de l'air provient des émissions de gaz utilisés pour la production de froid, que ce soit pour les rayons frais et surgelés ou la climatisation. Les gaz utilisés sont conformes aux réglementations en vigueur : R22, HCFC, HFC et R404.

Le transport des marchandises étant confié à des prestataires, les émissions de CO₂ des camions ne peuvent pas être analysées par Guyenne et Gascogne. Mais, en optimisant les flux logistiques de l'entrepôt aux magasins, la société s'efforce de limiter le nombre de kilomètres parcourus par les camions.

- Rejets dans le sol :

Les stations services des supermarchés et des hypermarchés sont toutes équipées de séparateurs d'hydrocarbures. Les eaux de lavage de l'entrepôt frais et de l'entrepôt sec sont stockées avant d'être traitées par un prestataire spécialisé.

- Nuisances olfactives : néant

- Nuisances sonores : les seules nuisances sonores proviennent du transport de marchandises, une tâche confiée à des partenaires soucieux de maîtriser leurs impacts environnementaux.

- Protection de l'environnement : chaque ouverture, ou agrandissement de magasin, est précédée d'une étude d'urbanisme et d'impact environnemental pour optimiser son « intégration paysagère ».

- Litiges environnementaux : néant

5.3 - Hypermarchés

Prise de conscience collective de la nécessité de réduire les consommations d'énergie et d'eau.

En 2007, la superficie totale des 6 hypermarchés de la société mère a légèrement progressé à 29 668 m², après l'extension de l'hypermarché d'Auch de 362 m² achevée fin mars 2007. Pour la gestion de l'énergie comme de l'eau, l'effort collectif ne s'est pas relâché, permettant à nouveau de diminuer globalement les consommations de la branche hypermarchés.

	2007	2006	2005
Superficie (m ²)			
- fin d'année	29 668	29 293	29 293
- retenue pour les calculs	* 29 577	29 185	29 185
CONSOUMATIONS			
Electricité (MW/h)	22 052	23 523	23 875
Electricité (kW/h/m ²)	746	806	818
Gaz (MW/h)	3 731	3 911	4 539
Fuel (l)	247 544	191 719	319 733
Eau (m ³)	57 666	62 463	61 001
Eau (m ³ /m ²)	1,95	2,14	2,09
DECHETS			
Dib (t)	1 649	1 684	1 642
Cartons (t)	1 801	1 611	1 506
Plastiques (t)	94	** 60	** 46
Total déchets (t)	3 544	3 355	3 194
Total déchets (kg/m²)	120	114	109

* : surface pondérée des mois d'activité effective

** : 5 hypermarchés triaient les déchets plastiques en 2005 et 2006

Les consommations d'énergie :

- Expérimentée dès fin 2004 dans le magasin de Saint-Jean de Luz, la Gestion Technique Centralisée (GTC), permettant de piloter simultanément tous les postes de consommation d'énergie afin d'optimiser l'efficacité énergétique globale, a été installée dans les magasins d'Auch et Cahors. Seul point de vente du réseau à ne pas être équipé, l'hypermarché de Dax le sera en juillet 2008. Un hiver plus clément et un été moins chaud expliquent également la baisse de 6,8 % de la facture d'électricité.
- La nouvelle diminution des consommations de gaz (- 4,6 %) provient notamment de la poursuite de l'effort de la part du personnel des rayons « boulangerie », utilisateurs de fours à gaz.
- La forte hausse (+ 29,1 %) de la consommation de fuel s'explique par un report du nombre de EJP (effacement jours de pointe) de l'abonnement EDF d'une année sur l'autre, la saison EJP n'étant pas calquée sur l'année civile.

La production de froid :

Le gaz R 404 A utilisé dans les 6 hypermarchés pour produire du froid est un gaz de dernière génération qui n'a pas d'impact sur la couche d'ozone. D'autre part, les magasins de Saint-Jean de Luz et Cahors ont recueilli, en 2007, les premiers fruits de l'installation en 2006 des meubles froids à portes, en diminuant de 30 % leur consommation de froid.

Les consommations d'eau :

L'impact des bonnes pratiques instaurées en 2007, ainsi que la mise en place dans tous les magasins en 2006 de relevés mensuels et d'une facturation semestrielle, ont permis de réduire la consommation, à surface comparable, de 9 %.

Les déchets traditionnels :

Les hypermarchés ont globalement amélioré le tri des déchets cartons et plastiques en 2007, comme le montrent des chiffres en progression sensible. De plus, après l'achat d'une presse à plastique, le magasin de Saint-Jean de Luz qui était le seul à jeter ses emballages plastiques, les trie désormais.

5.4 - Supermarchés

Des innovations environnementales en phase de test.

La superficie totale des 27 supermarchés de la branche a été portée à 39 789 m² grâce aux transferts-agrandissements des magasins de Condom et Tartas. Des cuves destinées à récupérer l'eau de pluie pour l'alimentation des chasses d'eau et un dispositif de recyclage des eaux usées de la station de lavage auto y ont été installés pour tester leur efficacité. Les deux magasins bénéficient également de l'installation de la GTC, de panneaux solaires pour chauffer l'eau des sanitaires, de mitigeurs de débit d'eau ainsi que d'interrupteurs avec capteurs de mouvement dans les locaux techniques et les réserves. Les supermarchés de Condom et de Tartas ont respectivement investi 85 000 et 74 000 euros dans ces équipements.

	2007	2006	2005
Superficie (m ²)			
fin d'année	39 789	37 584	35 934
retenue pour les calculs	* 38 089	36 774	33 934
CONSOUMATIONS			
Electricité (MW/h)	18 782	18 758	17 265
Electricité (kW/h/m ²)	493	510	509
Gaz (MW/h)	5 196	4 413	3 734
Gaz (kW/h/m ²)	136	120	110
Eau (m ³)	35 873	42 510	34 244
Eau (m ³ /m ²)	0,94	1,16	1,01
DECHETS			
Dib (t)*	888	808	654
Cartons (t)	1 603	1 291	1 407
Plastiques (t)	102	109	60
Total déchets (t)	2 593	2 268	2 122

* : surface pondérée des mois d'activité effective

** : périmètre de comptabilisation des DIB : 12 magasins

Les consommations d'énergie :

- A fin 2007, 16 magasins étaient équipés de la GTC. L'utilisation systématique de ce système et un été moins chaud ont permis d'abaisser de 3,3 % la consommation d'électricité moyenne.
- Si l'été moins chaud a permis de faire des économies de climatisation et donc d'électricité, la consommation de gaz s'en est ressentie (+ 11,3 % en moyenne) du fait d'un chauffage plus important.

La production de froid :

Les gaz utilisés dans les 27 supermarchés pour produire du froid sont le R 22 et le R 404 A. Les magasins d'Hagetmau (depuis 2005) et de Lannemezan (depuis 2006) expérimentent le remplacement des fluides frigorigènes par du CO2 capté sur des sites industriels, puis purifié et liquéfié, pour la production de froid négatif. La branche supermarchés étudie la possibilité technique et économique d'étendre cette expérimentation.

Les consommations d'eau :

En 2006, la forte hausse de la consommation d'eau provenait essentiellement des fuites survenues dans deux magasins (Léon et Salies-de-Béarn). En 2007, la direction du magasin de Villeneuve de Marsan a eu également fort à faire avec une fuite cachée. La consommation d'eau n'est donc pas revenue au niveau observé en 2005.

Les déchets traditionnels :

Comme les années précédentes, il n'est possible de mesurer le volume des déchets industriels banals que dans 12 supermarchés où la collecte n'est pas assurée par les services municipaux mais par un prestataire privé.

Le plastique est trié dans tous les magasins à l'exception de 3 qui ne disposaient pas d'assez de place pour accueillir une benne de stockage spécifique.

Compacté dans chaque magasin, le carton est collecté par des prestataires privés (22 magasins) ou les services municipaux. L'an dernier, les 1 125 tonnes de carton collectées par le groupe Sita dans 18 magasins ont rapporté à Guyenne et Gascogne 42 000 euros nets (déduction faite des frais de ramassage).

5.5 - Un nouveau siège social et un nouvel entrepôt frais**Le siège social**

2007 a été l'année de l'achèvement de la construction du siège social du groupe. Suivant la volonté commune de Guyenne et Gascogne et de la Mairie de Bayonne, il a été construit sur le site historique des berges de l'Adour où étaient installés

depuis 1913 les bureaux détruits par un incendie en novembre 2003. Le nouveau siège social bénéficie des dernières innovations environnementales en matière d'éclairage et de climatisation « double flux ». A nouveaux bureaux, nouveaux comportements : des règles de fonctionnement ont été définies pour protéger l'environnement grâce au tri sélectif et à la récupération des cartouches d'imprimante et des piles.

L'entrepôt frais

En mars, l'activité de l'entrepôt frais a été transférée de Bayonne à Labenne à côté de l'entrepôt sec, à quelques centaines de mètres du marais d'Orx classé Réserve Naturelle, zone majeure pour la protection des oiseaux et site d'importance communautaire dans le cadre de la directive habitat.

Le nouveau bâtiment de 7 000 m² (5 000 m² réfrigérés et 2 000 m² de locaux techniques et de stockage du matériel) est à la pointe du progrès en matière environnementale. En effet, les choix faits par Guyenne et Gascogne pour son équipement vont bien au-delà des obligations réglementaires du fait de la proximité avec le marais d'Orx.

	2007	2006	2005
Superficie (m ²)			
fin d'année	25 000	23 000	23 000
retenue pour les calculs	* 24 500	23 000	23 000
CONSOUMATIONS			
Electricité (MW/h)	1 591	1 511	1 444
Electricité (kW/h/m ²)	65	66	63
Eau (m ³)	5 471	2 197	2 047
Eau (m ³ /m ²)	0,22	0,10	0,09
DECHETS			
Total déchets (t)	358	329	363
Total déchets (kg/m ²)	14	14	16
LOGISTIQUE			
Trajets parcourus (km)	2 958 686	2 923 176	2 771 633
Trajet par surface de vente (km/m ²)	43,7	44,3	44

* : surface pondérée des mois d'activité effective

Les livraisons de magasins :

Une grande partie des impacts environnementaux de Guyenne et Gascogne provient de la livraison des magasins par camion depuis les entrepôts. En effet, une cinquantaine de camions bi-température effectuent chaque jour les trajets. Le transfert de l'entrepôt des produits frais de Bayonne à Labenne devrait les réduire significativement en année pleine. En effet, à chaque livraison, le trajet des camions bi-température transportant des produits secs, frais et surgelés, est diminué de quelque 30 kilomètres, correspondant à l'aller-retour Labenne-Bayonne.

Pour mesurer l'impact de la concentration des deux entrepôts sur un même site, nous avons calculé rétroactivement un nouvel indicateur : le trajet par surface de vente. En 2007, l'impact du déménagement de l'entrepôt frais a permis de réduire cette statistique de 1,5 %.

Les consommations d'énergie :

Le système de GTC qui a été installé dans l'entrepôt frais a permis de réaliser de premières économies. En dépit des nombreux lampadaires éclairant le parking et des néons de l'enseigne, la consommation d'électricité a diminué de 1,5 %.

La production de froid :

Le gaz utilisé pour réfrigérer l'entrepôt froid est le R 134. Son installation est plus coûteuse, mais son impact sur la couche d'ozone est moindre.

Les consommations d'eau :

La forte progression de la consommation d'eau (+ 149 %) n'est pas représentative de l'activité ordinaire du site de Labenne. En effet, après leur achèvement, les 3 bassins pour les pompiers ont nécessité 2 800 m³ d'eau. Leur remplissage s'effectuant ensuite automatiquement au fur et à mesure de l'évaporation, la consommation devrait, en 2008, revenir à un niveau comparable à celui de 2006.

Les déchets traditionnels :

Le volume de déchets générés par les deux entrepôts est stable à surface comparable, alors que le volume des marchandises traitées progresse de 5,4 %. Depuis son installation sur le site de Labenne, l'entrepôt frais a été doté d'une plate-forme de tri et sépare les déchets carton, plastique et autres qui sont collectés par le prestataire Surca. Les ferrailles sont revalorisées et les palettes en bois cassées sont reprises par un récupérateur qui les répare ou les transforme en pâte. L'entrepôt sec débute le tri de ses déchets carton et plastique en 2008.

6 - Filiales

L'activité des filiales étant comparable à celle de la société mère, l'information sur les risques développée dans le paragraphe 1.7 du présent rapport est pertinente pour Sogara et Centros Comerciales Carrefour, avec notamment :

- des risques d'exploitation identiques du fait de la similitude des activités exercées,
- des risques financiers et de marchés également comparables, compte tenu de l'absence d'endettement dans toutes les sociétés du groupe.

6.1 - SOGARA

L'exercice 2007 a été marqué par l'agrandissement et la rénovation du Carrefour d'Anglet - BAB 2 et par la mise en place progressive du nouveau concept non-alimentaire.

Les treize hypermarchés Carrefour ont réalisé un chiffre d'affaires TTC de 1 729,4 millions d'euros, en progression de 1,8 %, avec une performance satisfaisante pour les rayons alimentaires (+ 2,8 %) et une tendance difficile pour le non-alimentaire (- 1,4 %).

Le résultat opérationnel courant est en recul de 15 % à 57 278 milliers d'euros du fait de la politique tarifaire (taux de marge commerciale en baisse de 0,52 %), malgré la maîtrise des frais généraux.

Le compte de résultat est présenté hors dividendes reçus de Centros Comerciales Carrefour :

- dividende de l'exercice 2006	25 924 milliers d'euros
- distribution exceptionnelle (décembre 2007)	145 952 milliers d'euros
retenue à la source	<u>- 15 274 milliers d'euros</u>
montant net	130 678 milliers d'euros

Il fait ressortir un résultat net en baisse sensible :

- l'exercice 2006 comportait une plus-value de cession de galerie marchande,
- la charge d'impôt est fortement impactée par le dividende exceptionnel reçu en décembre 2007 : retenue à la source espagnole de 15 274 milliers d'euros, charge fiscale sur 5 % du montant perçu, soit 2 250 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	2007	2006
Ventes hors taxes	1 505 766	1 481 724
Revenu commercial	337 177	341 463
Résultat opérationnel courant	57 278	67 696
Autres produits et charges	-	⁽¹⁾ 16 074
Résultat opérationnel	57 278	83 770
Résultat financier	4 910	3 085
Charge d'impôt	- 41 642	- 33 299
Résultat net ⁽²⁾	20 546	53 556

⁽¹⁾ Plus-values de cessions de galeries marchandes - 16 162

⁽²⁾ Dont :

- Retenue à la source sur le dividende Centros Comerciales Carrefour - 3 889 - 3 807
- Retenue à la source sur la distribution exceptionnelle de Centros Comerciales Carrefour - 15 274
- Charge fiscale sur la distribution exceptionnelle - 2 250

6.2 - CENTROS COMERCIALES CARREFOUR

La filiale espagnole a poursuivi en 2007 son programme d'expansion ; elle compte au 31 décembre 2007 :

- 161 hypermarchés Carrefour contre 154 à fin 2006,
- 87 supermarchés Carrefour Express contre 82 à fin 2006,
- 3 nouveaux magasins de proximité Carrefour City.

L'activité commerciale a été satisfaisante pour les deux réseaux, avec un chiffre d'affaires TTC de 9 493,4 millions d'euros pour les hypermarchés (+ 5,3 %) et 692,6 millions d'euros pour les supermarchés (+ 15,4 %).

Tous les soldes intermédiaires du compte de résultat évoluent favorablement :

- résultat opérationnel courant qui progresse de 2,8 %, taux inférieur à l'évolution du chiffre d'affaires (+ 5,2 %), ce qui correspond au souci de maintenir la compétitivité tarifaire (taux de marge commerciale en baisse de 0,27 %) ;
- autres produits et charges opérationnels positifs de 54 millions d'euros du fait de la cession de la participation dans les centres-autos Feu Vert ;
- résultat financier positif de 41,8 millions d'euros ;
- résultat net en progression de 16 % à 458,4 millions d'euros.

(en milliers d'euros)	2007	2006
Ventes hors taxes	9 511 148	9 040 772
Revenu commercial	2 294 597	2 168 589
Résultat opérationnel courant	578 503	562 890
Autres produits opérationnels	67 467	18 275
Autres charges opérationnelles	- 13 175	- 8 172
Résultat opérationnel	632 795	572 993
Résultat financier	41 810	32 353
Charge d'impôt	- 200 493	- 192 121
Résultat net des activités arrêtées	- 571	- 6 028
Résultat de la période	475 376	411 546
Intérêts minoritaires	- 16 985	- 16 459
Résultat net part du groupe	458 391	395 087

La distribution d'un dividende exceptionnel important (1 773 millions d'euros) a modifié la gestion financière de Centros Comerciales Carrefour qui est maintenant endettée après plusieurs exercices de trésorerie fortement positive.

7 - Comptes consolidés

Bilan :

- Actif : le poste le plus important correspond aux « Participations dans les entreprises associées » qui reprend la valeur de mise en équivalence des filiales :

Sogara	234 564 milliers d'euros
Centros Comerciales Carrefour	41 463 milliers d'euros
	<u>276 027 milliers d'euros</u>

- Passif : les passifs non courants ne représentent que 6 570 milliers d'euros (dont 5 622 de provisions à long terme) du fait de l'absence d'endettement financier.

Compte de résultat :

Le résultat net du groupe ressort à 30 987 milliers d'euros contre 46 864 :

- Contribution de la société mère en recul de 2 millions d'euros,
- Comparatif très défavorable pour Sogara du fait de produits non récurrents en 2006 et d'une charge fiscale exceptionnelle en 2007,
- Progression de la contribution de Centros Comerciales Carrefour.

(en milliers d'euros)	2007	2006
Guyenne et Gascogne	1 847	3 824
Sogara	⁽²⁾ 10 273	⁽¹⁾ 26 778
Centros Comerciales Carrefour	18 867	16 262
Résultat net du groupe	30 987	46 864
(1) dont plus-values de cession après impôt		5 299
(2) dont charge fiscale sur distribution exceptionnelle :		
- retenue à la source :	- 7 637	
- impôt société	<u>- 1 125</u>	
	- 8 762	

Tableau de trésorerie :

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles :

	2007	2006
Activité de la société mère	14 150	16 281
Variation négative du besoin en fonds de roulement	- 2 204	- 7 411
Dividende Sogara	+ 30 868	+ 22 822
	42 814	31 152
Trésorerie de fin d'exercice (société mère)	11 798	19 963

8 - Perspectives

Aucun événement survenu postérieurement à la date de clôture de l'exercice ne revêt un caractère significatif quant à l'activité et la situation financière du groupe.

La priorité de l'exercice 2008 reste la prise de parts de marché et les actions engagées en 2007 seront poursuivies en matière :

- de politique tarifaire,
- de mise en place des nouveaux concepts,
- de rénovation de magasins,
- en profitant dès que possible de la convergence d'enseigne pour les supermarchés.

Par ailleurs, la structure financière du groupe permettra de saisir les éventuelles opportunités d'achat de magasins et de poursuivre l'expansion :

- agrandissement d'un hypermarché et de supermarchés chez la société mère,
- agrandissement d'un hypermarché Sogara,
- créations de plusieurs hypermarchés et intensification du programme d'expansion supermarchés chez Centros Comerciales Carrefour.

Comptes consolidés

1 - Bilan consolidé

(En milliers d'euros)

Actif	Note	31/12/2007	31/12/2006
Immobilisations corporelles	4.1	114 657	100 518
Immobilisations incorporelles	4.2	43 243	40 844
Immeubles de placement		0	0
Participations dans les entreprises associées	4.3	276 027	279 481
Actifs financiers	4.4	240	175
Actifs d'impôt différé		547	974
Total des actifs non courants		434 714	421 992
Stocks de marchandises	4.5	39 769	36 836
Clients et autres débiteurs	4.6	40 035	36 059
Autres actifs financiers		0	0
Créance d'impôt courant		227	110
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.7	19 138	31 996
Actifs détenus en vue d'être cédés		0	0
Total des actifs courants		99 169	105 001
Total des actifs		533 883	526 993

(En milliers d'euros)

Passif	Note	31/12/2007	31/12/2006
Capital social	4.8	108 293	108 293
Prime d'émission		444	444
Réserves consolidées		292 070	268 589
Résultats non distribués		30 987	46 864
Total des capitaux propres attribuable aux actionnaires de la société		431 794	424 190
Intérêts minoritaires		0	0
Total des capitaux propres		431 794	424 190
Provisions à long terme	4.9	5 622	5 412
Passifs financiers	4.10	692	339
Impôt différé		256	247
Total des passifs non courants		6 570	5 998
Découverts bancaires	4.7	7 340	12 033
Emprunts et dettes financières		125	51
Provisions à court terme	4.11	1 168	906
Dettes d'impôt		61	28
Fournisseurs et autres créditeurs	4.12	86 825	83 787
Passifs détenus en vue d'être cédés		0	0
Total des passifs courants		95 519	96 805
Total des capitaux propres et passifs		533 883	526 993

2 -Compte de résultat consolidé

(En milliers d'euros)

	Note	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Ventes hors taxes	4.13	496 031	482 513	461 332
Autres revenus		2 256	2 230	2 110
Prix de revient des ventes	4.14	-397 043	-383 007	-365 982
Revenu commercial		101 244	101 736	97 460
Charges de personnel	4.15	-51 743	-50 109	-48 065
Charges externes		-28 519	-28 067	-27 395
Impôts et taxes		-7 308	-7 673	-7 147
Amortissements et pertes de valeur	4.16	-10 756	-10 379	-9 735
Autres produits opérationnels	4.17	747	1 567	1 733
Autres charges opérationnelles	4.17	-647	-1 326	-1 256
Résultat opérationnel courant		3 018	5 749	5 595
Autres produits et charges		0	0	0
Résultat opérationnel		3 018	5 749	5 595
Produits financiers		778	466	691
Charges financières		-479	-39	-148
Résultat financier	4.18	299	427	543
Quote-part dans le résultat des entreprises associées :	4.3			
Sogara		10 273	26 778	19 535
Centros Comerciales Carrefour		18 867	16 262	13 686
Résultat avant impôt		32 457	49 216	39 359
Charge d'impôt	4.9	-1 470	-2 352	-2 503
Résultat de la période		30 987	46 864	46 864
Attribuable aux :				
Actionnaires de la société		30 987	46 864	36 856
Intérêts minoritaires		0	0	0

Données par action

Résultat de base par action (en euros)	4,58	6,92	5,45
Résultat dilué par action (en euros)	4,58	6,92	5,45

3 - Tableau des flux de trésorerie

(En milliers d'euros)

	Note	31/12/2007	31/12/2006
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles :			
Résultat de la période avant impôt		32 457	49 216
Ajustements pour :			
Amortissements des immobilisations	4.1 - 4.2	12 017	11 287
Pertes de valeur		0	0
Provisions à long terme	4.09	210	580
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		-29 140	-43 040
Dividendes reçus des entreprises associées	4.3	30 868	22 282
Résultat de cession d'immobilisations corporelles		-166	-134
Résultat opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement		46 246	40 191
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité		-2 204	-7 411
Trésorerie provenant des activités opérationnelles		44 042	32 780
Impôt sur le résultat payé		-1 228	-1 628
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		42 814	31 152
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement :			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (1)	4.1 - 4.2	-26 723	-20 718
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise		-3 020	0
Produit de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles		584	1 145
Flux net de trésorerie provenant des activités d'investissement		-29 159	-19 573
Flux de trésorerie provenant des activités de financement :			
Dividende versé aux actionnaires de la mère		-21 658	-17 936
Remboursements d'emprunts		-111	-81
Variation des prêts et dépôts		-51	-21
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement		-21 820	-18 038
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		-8 165	-6 459
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 ^{er} janvier	4.7	19 963	26 422
Trésorerie de clôture	4.7	11 798	19 963
(1) Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		-25 453	-21 695
Variation des dettes sur immobilisations		-1 270	977
Montant net des acquisitions d'immobilisations		-26 723	20 718

4 -Etat des profits et pertes comptabilisés

(En milliers d'euros)

	2007	2006
Pertes actuarielles sur engagements de retraite	-1 726	-522
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-1 726	-522
Résultat de la période	30 987	46 864
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	29 261	46 342
Attribuables aux :		
Actionnaires de la société mère	29 261	46 342
Intérêts minoritaires	0	0
Total des produits et charges comptabilisés de la période	29 261	46 342

5 -Variations des capitaux propres

(En milliers d'euros)

	Attribuables aux actionnaires de la société				
	Note	Capital	Primes	Réserves et résultat consolidés	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2005		108 293	444	287 034	395 771
Variation des capitaux propres en 2006 :					
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres				-522	-522
Résultat de la période				46 864	46 864
Total produits et charges comptabilisés en capitaux propres				46 342	46 342
Dividende (1)				-17 936	-17 936
Autres affectations				13	13
Solde au 31 décembre 2006		108 293	444	315 453	424 190
Variation des capitaux propres en 2007 :					
Résultat comptabilisé directement en capitaux propres				-1 725	-1 725
Résultat de la période				30 987	30 987
Total produits et charges comptabilisés en capitaux propres				29 262	29 262
Dividende (1)				-21 658	-21 658
Autres affectations				0	0
Solde au 31 décembre 2007	4.8	108 293	444	323 057	431 794

(1) dividende unitaire versé en 2006 : 2,65 euros
dividende unitaire versé en 2007 : 3,20 euros
dividende unitaire proposé pour 2008 : 3,50 euros

6 - Notes annexes aux états financiers consolidés

1 - Entité présentant les états financiers

Guyenne et Gascogne S.A. est une entreprise de droit français dont le siège social est 60 avenue du Capitaine Resplandy - 64100 Bayonne.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2007 reflètent la situation comptable de Guyenne et Gascogne S.A. et ses filiales (ci après « le groupe »), ainsi que les intérêts du groupe dans les entreprises associées.

2 - Base de préparation

Déclaration de conformité :

Les états financiers consolidés ont été établis en conformité avec les normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Les états financiers ont été arrêtés par le directoire le 18 mars 2008.

Bases d'évaluation :

Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs issus de regroupement d'entreprises qui sont enregistrés à leur juste valeur.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exer-

cice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

Monnaie fonctionnelle et de présentation :

Les états financiers consolidés sont présentés en euros qui est la monnaie fonctionnelle de la société. Toutes les données financières présentées en euros sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

Recours à des estimations et aux jugements :

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue ; celles qui ont l'impact le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers sont décrites dans les notes suivantes :

- note 3.2.5 : Regroupement d'entreprises
- note 3.3.8 : Provisions
- note 3.3.9 : Avantages du personnel

3 - Règles et méthodes comptables

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés et d'une manière uniforme par les entités du groupe.

3.1 - Périmètre de consolidation :

Liste des sociétés consolidées	% de contrôle	% d'intérêt	Siège social	Siren
Guyenne et Gascogne (société mère)				
Gerflo SA	100	99,96	60, quai Mousserolles 64100 Bayonne	344 895 206
Somafre SA	100	99,90	60, quai Mousserolles 64100 Bayonne	388 091 217
Sacir SAS	100	100	60, avenue du Capitaine Resplandy 64100 Bayonne	775 598 394
Sogara SAS	50	50	1 rue Jean Mermoz 91002 Evry	662 720 341
Sogara France SAS	50	50	1 rue Jean Mermoz 91002 Evry	397 509 647
Société nouvelle Sogara SAS	50	50	1 rue Jean Mermoz 91002 Evry	441 037 405
Centros Comerciales Carrefour	4,12	4,12	C/Campezo, 16 – 28022 Madrid	

Le périmètre de consolidation au 31 décembre 2007 enregistre la sortie des sociétés SCI Les Pins et Hagetmau Distribution suite à la transmission universelle de leur patrimoine à la société mère en date du 7 décembre 2007 et du 10 décembre 2007. De même, la SCI Mérignac a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine à sa mère, Sogara SAS en date du 30 novembre 2007.

Le périmètre de consolidation enregistre également l'entrée de la société Sacir SAS acquise le 5 janvier 2007 et détenue à 100 % par la société mère.

3.2 - Principes de consolidation

3.2.1 - Périmètre de consolidation :

Toutes les filiales et participations placées sous le contrôle direct ou indirect de la société mère ou sur lesquelles cette dernière exerce une influence notable, sont retenues dans le périmètre de consolidation.

Les sociétés dont l'importance est négligeable ne sont pas consolidées.

Les titres de ces sociétés non consolidées sont classés en tant qu'actifs non courants disponibles à la vente ; ils sont enregistrés à leur valeur d'acquisition lors de l'achat, puis évalués à leur juste valeur à la clôture de l'exercice.

Tel est le cas pour la société EDSO, filiale à 20% de la société mère, et pour la société SOBERGA, filiale à 49% de Sogara SAS, qui sont exclues du périmètre de consolidation car leur intégration représente un intérêt négligeable par rapport aux capitaux propres du groupe.

3.2.2 - Méthodes de consolidation :

Les sociétés dans lesquelles la société mère exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés sur lesquelles la société mère exerce une influence notable ou un contrôle conjoint sont consolidées par mise en équivalence.

Les méthodes utilisées pour la consolidation au 31 décembre 2007 sont :

- intégration globale (contrôle exclusif) : Gerflo, Somafre et Sacir ;
- mise en équivalence (contrôle conjoint) de Sogara SAS et de sa filiale Sogara France qui font l'objet par ailleurs d'une intégration fiscale et de Société Nouvelle Sogara SAS ;
- mise en équivalence (influence notable) de Centros Comerciales Carrefour malgré un pourcentage de contrôle inférieur à 20%. L'influence notable de Guyenne et Gascogne est retenue en raison de sa participation au conseil d'administration de la filiale ; la société mère est par ailleurs le seul actionnaire en dehors du groupe Carrefour.

3.2.3 - Dates de clôture :

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation ont un exercice social couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre.

3.2.4 - Opérations éliminées dans les états financiers consolidés :

Les soldes et les transactions intra-groupe ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés. Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises mises en équivalence sont éliminés par la contrepartie des titres mis en équivalence à concurrence des parts d'intérêt du groupe dans l'entreprise. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les gains latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

3.2.5 - Regroupement d'entreprises :

Lors de la prise de contrôle d'une nouvelle société, les actifs et passifs acquis sont comptabilisés à leur juste valeur déterminée à cette date.

La différence positive existant entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à partir de ce bilan à la date d'acquisition est comptabilisée comme écart d'acquisition à l'actif du bilan.(cf. paragraphe 3.3.2).

La différence négative existant entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à partir de ce bilan à la date d'acquisition est comptabilisée directement en résultat.

3.3 - Principales méthodes comptables

3.3.1 - Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles figurent à l'actif pour leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs éventuelles. Aucun coût financier n'est incorporé dans la valeur des actifs.

L'estimation des actifs et passifs identifiables des sociétés acquises peut donner lieu à l'évaluation complémentaire des constructions lors de leur entrée dans le périmètre.

Les contrats de location sont classés soit en tant que contrats de location-financement dès lors qu'ils transfèrent au preneur la quasi totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs, soit en contrat de location simple :

- dans le cas de location-financement (contrat de crédit-bail immobilier), les immobilisations ainsi financées sont présen-

tées à l'actif du bilan. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Les charges de location sont ventilées entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La politique d'amortissement des actifs faisant l'objet d'un contrat de location financement est similaire à celle appliquée pour les immobilisations corporelles.

- dans le cas de location simple, les charges de location sont maintenues au poste charges externes du compte de résultat. Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes (composants majeurs). Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de chaque composant.

Les durées d'utilité sont les suivantes :

Type d'immobilisation	
Constructions gros œuvre	40 ans
Autres constructions	20 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 ans
Installations techniques	5 à 8 ans
Matériel et outillage	3 à 6 ans
Matériel de transport	4 à 6 ans
Matériel de bureau	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	10 ans

3.3.2 - Immobilisations incorporelles :

Écarts d'acquisition :

Afin de respecter la norme IAS 38, les fonds de commerce sont présentés dans le poste « écarts d'acquisition » en tant que parts de marché et ne font pas l'objet d'amortissement systématique mais de tests de dépréciation annuels.

Les écarts d'acquisition (IAS 36 et 38) sont évalués à leur coût, diminué du cumul des pertes de valeur. Des tests de dépréciation sont réalisés annuellement, ainsi que ponctuellement en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs.

S'agissant des entreprises mises en équivalence, la valeur comptable de l'écart d'acquisition est incluse dans la valeur comptable de la participation.

Autres immobilisations incorporelles :

Les autres immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le groupe, ayant une durée d'utilité finie, sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul de pertes de valeur. Leur amortissement est constaté dès que ces immobilisations sont prêtes à être mises en ser-

vice et selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée. Il s'agit de logiciels dont la durée d'utilité est comprise entre 3 et 5 ans.

3.3.3 - Dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les valeurs comptables des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles sont examinées à chaque clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur. Dans ce cas, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation.

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable est estimée à chaque date de clôture.

Pour les écarts d'acquisition, la valeur de l'actif est comparée à un montant égal à quatre mois de chiffre d'affaires (hors carburant) de chaque unité génératrice de trésorerie (U.G.T.) afin d'identifier un indice de perte de valeur.

Les U.G.T sont définies de la manière suivante :

- pour les hypermarchés : chaque magasin est une U.G.T.,
- pour les supermarchés : une U.G.T. correspond à un ensemble de magasins regroupés par zone géographique (trois zones ont été définies).

Si la valeur comptable de l'actif excède quatre mois de chiffre d'affaires, alors la valeur recouvrable de cet actif est estimée à partir des flux futurs de trésorerie évalués sur une période de 5 ans. Le taux d'actualisation prévu pour cette approche est celui du marché à long terme majoré d'un coefficient de risque. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur recouvrable ainsi déterminée est inférieure à la valeur comptable de l'actif. Lorsque la juste valeur d'une immobilisation incorporelle (hors écarts d'acquisition) ou corporelle s'apprécie au cours d'un exercice et que la valeur recouvrable excède la valeur comptable de l'actif, les éventuelles pertes de valeur constatées lors d'exercices précédents sont reprises en résultat.

3.3.4 - Stocks de marchandises :

Conformément à la norme IAS 2, la valeur brute des stocks constitués principalement de marchandises, comprend le coût d'achat et les coûts logistiques sous déduction des avantages différés :

- le coût d'achat correspond au dernier prix facturé : compte tenu de leur rotation rapide, cette valorisation est proche de la méthode « premier entré-premier sorti » ;
- les coûts logistiques incluent tous les frais jusqu'à la livraison des produits aux magasins ;
- les avantages différés reprennent les ristournes ainsi que les services facturés aux fournisseurs.

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de la valeur de marché à la clôture de l'exercice.

3.3.5 - Clients et autres débiteurs, fournisseurs et autres créditeurs :

Les créances et dettes commerciales et les autres créances et autres dettes sont comptabilisées à leur valeur de transaction diminuée d'une éventuelle dépréciation.

La juste valeur de ces créances est déterminée à partir des risques identifiés et d'une appréciation au cas par cas.

3.3.6 - Trésorerie et équivalents de trésorerie :

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont constitués de comptes de caisse, de comptes bancaires et des placements à court terme ayant une échéance de moins de trois mois et dont les sous-jacents ne présentent pas de risques de fluctuations significatifs.

La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture. Les gains et pertes latents sont comptabilisés en résultat s'ils sont significatifs.

3.3.7 - Capital et réserves :**Rachat d'actions propres :**

Lorsque la société mère rachète ses propres actions, le montant payé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation des capitaux propres. Les actions ainsi rachetées sont déduites du total des capitaux propres et classées sous la rubrique « actions propres » jusqu'à ce qu'elles soient annulées.

Au cours de l'exercice 2007, la société mère n'est pas intervenue sur le marché boursier. Comme au 31 décembre 2006, elle ne détient aucune action propre au 31 décembre 2007.

3.3.8 - Provisions :

En application de la norme IAS 37, une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Les hypothèses et les sources d'incertitudes concernant les estimations faites à la clôture de l'exercice ne présentent pas un risque important d'entraîner un ajustement significatif des provisions au cours de la période suivante. Le montant des provisions ne serait impacté qu'en cas de litige nouveau important.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, alors il s'agit d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan.

3.3.9 - Avantages du personnel :

Conformément à la norme IAS 19 « avantages du personnel », les engagements de retraite et de médailles du travail sont

évalués chez la société mère par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- départs en retraite à l'initiative des salariés,
- âge de départ : dès que le salarié bénéficie d'une retraite à taux plein,
- taux de rotation décroissant par tranche d'âge,
- table de mortalité : INSEE 2001-2003,
- progression annuelle des salaires futurs : 3% (inflation comprise),
- taux de charges sociales : de 37 à 43 % selon les catégories de salariés,
- taux d'actualisation : 5,25 %.

En matière de médailles du travail, la société a évalué cet engagement selon les mêmes méthodes que pour les prestations de retraite. Le taux de revalorisation retenu est de 2%.

Chez Sogara, les engagements de retraite ont été également calculés à l'aide d'hypothèses actuarielles.

Les écarts actuariels de la période ont été comptabilisés directement par capitaux propres conformément à l'amendement de l'IAS 19.

En matière d'estimation, le montant des avantages au personnel ne serait modifié significativement qu'en cas de changement de réglementation.

3.3.10 - Ventes :

Le montant des ventes correspond au chiffre d'affaires « sorties de caisses » des magasins (ramené en valeur hors taxes) ainsi qu'aux ventes en gros de l'entrepôt. Il est minoré des réductions accordées aux clients.

3.3.11 - Autres revenus :

Ils comprennent essentiellement des revenus locatifs (galeries marchandes) et des revenus annexes (services financiers...).

3.3.12 - Opérations financières :

Les opérations financières comprennent le coût de l'endettement financier brut, les produits de trésorerie et les autres charges et produits financiers.

3.3.13 - Impôt sur les résultats :

La charge d'impôt sur les résultats correspond à la somme des impôts exigibles de chaque entité fiscale consolidée, corrigée des impositions différées. Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporelles entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilancielle avec application du report variable.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles liées à des participations dans des filiales et des entreprises associées, sauf lorsque le calendrier de reversement de ces différences temporelles est contrôlé par le groupe et qu'il est probable que ce reversement n'interviendra pas dans un avenir proche.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que dans la mesure où il est probable que les résultats fiscaux futurs permettront leur imputation. Les actifs d'impôts différés sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la proportion où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

3.3.14 - Résultat par action :

Le résultat de base par action est déterminé à partir du résultat net part du groupe.

Le nombre d'actions retenu est le nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2007, soit 6 768 335 actions, identique à celui du 31 décembre 2006.

Il n'y a aucun instrument dilutif pouvant modifier le résultat net et le nombre d'actions retenues.

3.3.15 - Information sectorielle :

La structure du groupe exerce le métier de la grande distribution dans ses trois composantes :

- société mère (hypermarchés et supermarchés)
- Sogara (grands hypermarchés)
- participation dans Centros Comerciales Carrefour (hypermarchés et supermarchés)

L'information sectorielle se limite à un seul secteur d'activité, celui de la grande distribution. Du fait de la mise en équivalence de Sogara et de Centros Comerciales Carrefour, l'information publiée ne concerne que l'activité de la société mère, localisée dans un seul secteur géographique, le grand Sud-Ouest de la France.

3.3.16 - Nouvelles normes et interprétations :

De nouvelles normes, amendements de normes et interprétations ne sont pas encore d'application obligatoire à fin 2007.

Le groupe n'a pas retenu la possibilité de leur application anticipée.

4 - Notes sur les états financiers consolidés

(en milliers d'euros)

4.1 - Immobilisations corporelles :

Tableau des mouvements en valeur brute

Valeurs brutes	Valeur brute 31/12/06	Accrois- sements	Cessions et sorties	Variations de périmètre	Virements poste à poste	Valeur brute 31/12/07
Terrains	34 568	4 384	-1 049	89	391	38 383
Constructions	137 545	12 848	-1 846	924	6 191	155 662
Installations techniques, matériel et outillage	56 030	6 057	-3 178	259	83	59 251
Autres immobilisations corporelles	7 437	587	-	-	-	8 024
Immobilisations en cours	6 961	1 371	-936	17	-6 665	748
Total	242 541	25 247	-7 009	1 289	0	262 068

Tableau des mouvements des dotations aux amortissements et pertes de valeur

Amortissements et provisions	Montant au 31/12/06	Dotations	Diminutions	Variations de périmètre	Montant au 31/12/07
Terrains	12 537	972	-840	-	12 669
Constructions	81 551	5 714	-1 815	304	85 754
Installations techniques, matériel et outillage	41 874	4 302	-3 024	118	43 270
Autres immobilisations corporelles	6 061	555	-911	13	5 718
Immobilisations en cours	0	-	-	-	0
Total	142 023	11 543	-6 590	435	147 411
Dont :					
Amortissements	142 023	11 543	-6 590	435	147 411
Pertes de valeur	0	0	0	0	0
Total valeur nette des immobilisations corporelles	100 518				114 657

Biens faisant l'objet d'un contrat de location financement

	Montant au 31/12/07	Montant au 31/12/06	Variation
Terrains	189	116	73
Constructions	956	271	685
Amortissements	-299	-116	-183
Total	846	271	575

4.2 - Immobilisations incorporelles :

Tableau des mouvements en valeur brute

Valeurs brutes	Valeur brute 31/12/06	Acquisitions	Cessions et sorties	Variations de périmètre	Valeur brute 31/12/07
Ecarts d'acquisition (parts de marché)	39 627	-	-	2 666	42 293
Logiciels	9 029	203	-17	-	9 215
Autres immobilisations incorporelles	100	3	-	-	103
Total	48 756	206	-17	2 666	51 611

Tableau des mouvements des dotations aux amortissements et pertes de valeur

Amortissements et pertes de valeur	Montant au 31/12/06	Dotations	Diminutions	Variations de périmètre	Montant au 31/12/07
Logiciels	7 859	461	-17	-	8 303
Autres immobilisations incorporelles	53	12	-	-	65
Total	7 912	473	-17	0	8 368
Dont :					
Amortissements	7 912	473	-17	-	8 368
Pertes de valeur	0	0	0	0	0
Total valeur nette des immobilisations incorporelles	40 844				43 243

4.3 - Participations dans les entreprises associées :

	Valeur au 31/12/06	Distribution	Résultat	Autres	Valeur au 31/12/07
Sogara (sous-groupe)	279 481	-30 868	29 140	(1) -1 726	276 027
Total	279 481	-30 868	29 140	-1 726	276 027
Dont Centros Comerciales Carrefour	108 534	(2) -85 938	18 867	-	41 463

(1) écarts actuariels relatifs à la provision pour départ en retraite directement comptabilisés en capitaux propres conformément à IAS 19.

(2) dividende sur résultat 2006..... 12 962
distribution exceptionnelle en décembre 2007 72 976
85 938

4.4 - Actifs financiers :

Tableau des mouvements en valeur brute

Valeurs brutes	Valeur brute 31/12/06	Accrois- sements	Cessions et sorties	Virements poste à poste	Valeur brute 31/12/07
Participations non consolidées	31	-	-	-	31
Autres titres immobilisés	42	-	-	-	42
Prêts	38	50	-4	-	84
Autres immobilisations financières	87	20	-	-	107
Total	198	70	-4	0	264

Tableau des mouvements des dotations aux provisions

Pertes de valeur	Valeur brute 31/12/06	Dotations	Reprises utilisées	Virements poste à poste	Valeur brute 31/12/07
Participations non consolidées	2	-	-	-	2
Autres titres immobilisés	0	-	-	-	0
Prêts	0	-	-	-	0
Autres immobilisations financières	21	1	-	-	22
Total	23	1	0	0	24
Total valeur nette des actifs financiers	175	-	-	-	240

4.5 - Stocks de marchandises :

	Valeur au 31/12/07	Valeur au 31/12/06
Valeurs brutes	40 585	37 833
Pertes de valeur	-816	-997
Total	39 769	36 836

4.6 - Clients et autres débiteurs :

	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette 31/12/07	Valeur nette 31/12/06
Clients	581	-85	496	515
Créances sociales et fiscales	4 400	-	4 400	3 980
Fournisseurs	32 580	-	32 580	28 408
Débiteurs divers	2 075	-211	1 864	2 585
Charges constatées d'avance	695	-	695	571
Total	40 331	-296	40 035	36 059

4.7 - Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires :

	31/12/07		31/12/06	
	Valeur comptable	Valeur boursière	Valeur comptable	Valeur boursière
Sicav monétaires	3 388	3 392	15 668	15 804
Billets de trésorerie	5 000	5 000	4 110	4 110
Total	8 388	8 392	19 778	19 914
Disponibilités	10 750		12 218	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 138		31 996	
Découverts bancaires	- 7 118		- 11 916	
Intérêts courus	- 222		- 117	
Découverts bancaires	7 340		12 033	
Trésorerie nette	11 798		19 963	

4.8 - Capitaux propres :**Capital social :**

Le capital est composé de 6 768 335 actions ordinaires au nominal de 16 euros, entièrement libérées et représentant 108 293 milliers d'euros.

Le nombre d'actions en circulation est identique à celui de 2006.

Réserves consolidées :

	Montant au 31/12/07	Montant au 31/12/06
Réserve légale société mère	10 829	10 829
Réserves de la société mère après retraitements de consolidation	123 697	110 849
Quote part revenant au groupe des capitaux propres retraités de chacune des filiale, diminués de la valeur des titres détenus :		
- petites filiales françaises	1 207	1 019
- Sogara	197 832	117 710
- Centros Comerciales Carrefour	-41 495	28 182
Total	292 070	268 589

La distribution exceptionnelle effectuée en décembre 2007 par Centros Comerciales Carrefour a eu pour conséquence de diminuer les réserves consolidées de cette filiale pour un montant de 72 976 et d'augmenter d'autant celles de Sogara.

4.9 - Provisions à long terme :

	Montant au 31/12/06	Dotations	Reprises utilisées	Montant au 31/12/07
Provision pour départ en retraite	4 949	223	-	5 172
Provision pour médailles du travail	380	-	-18	362
Provision pour impôt	83	5	-	88
Total	5 412	228	-18	5 622

Aucun mouvement sur ce poste n'a été enregistré au titre des opérations de regroupement d'entreprises.

Engagements de retraite et autres avantages au personnel long terme

	Montant au 31/12/07	Montant au 31/12/06
Coûts des services rendus	267	254
Coût financier	200	194
Coût des services passés	248	372
Coût des prestations versées	-252	-113
Ecart actuariels	-240	-52
Gains et pertes actuariels non reconnus	-	-

Données historiques des engagements de retraite

	2007	2006	2005	2004	2003
Valeur actualisée de l'engagement	5 172	4 949	4 294	4 028	3 601
Juste valeur des actifs du régime	-	-	-	-	-
Déficit du régime	5 172	4 949	4 294	4 028	3 601

Données historiques des hypothèses actuarielles

	2007	2006	2005
Ages de départ :			
Employés	lorsque retraite à taux plein	60 ans	60 ans
Cadres		62 ans	62 ans
Départ à l'initiative de l'employeur	0 %	50 %	50 %
Départ à l'initiative des salariés	100 %	50 %	50 %
Taux d'actualisation	5,25 %	4,50 %	4,25 %
Progression annuelle des salaires futurs	3,00 %	3,00 %	3,00 %
Taux de charges sociales	37% -43%	37% -43%	37% -43%

4.10 - Passifs financiers :

Echéancier des passifs financiers

	Valeur au 31/12/2007	Plus 1 an - moins 5 ans	Plus 5 ans	Valeur au 31/12/06
Emprunts auprès des établissements de crédit	407	294	113	69
Dépôts et cautionnement reçus	285	285	-	270
Total	692	579	113	339

4.11 - Provisions à court terme :

	Valeur au 31/12/06	Dotations	Reprises utilisées	Valeur au 31/12/07
Provisions pour litiges	906	491	-229	1 168
Provisions autres risques	0	-	-	0
Total	906	491	-229	1 168

Les litiges faisant l'objet d'une provision sont soit des litiges commerciaux soit des litiges sociaux.

4.12 - Fournisseurs et autres créditeurs :

	31/12/07	31/12/06
Fournisseurs d'exploitation	64 252	63 190
Fournisseurs d'immobilisations	2 164	3 434
Dettes sociales et fiscales	16 865	15 449
Autres dettes	3 544	1 707
Produits constatés d'avance	-	7
Total	86 825	83 787

4.13 - Ventes hors taxes :

	31/12/07	31/12/06
Hypermarchés Carrefour	274 646	267 653
Supermarchés Champion	222 960	215 435
Entrepôts (ventes en gros)	945	1 532
Ristournes accordées aux clients	-2 520	-2 107
Total	496 031	482 513

4.14 - Prix de revient des ventes :

	31/12/07	31/12/06
Coût d'achats des marchandises vendues	385 306	371 913
Dépréciation des stocks	-90	75
Dépréciation des créances clients	-43	-61
Coûts logistiques	11 870	11 080
Total	397 043	383 007

4.15 - Charges de personnel :

	31/12/07	31/12/06
Salaires et traitements	41 688	40 751
Charges sociales (1)	13 927	12 179
Provision départ à la retraite et médailles du travail	205	627
Provision litiges salariés	207	575
Personnel extérieur à l'entreprise	1 369	1 313
Charges de personnel (service logistique) incluses dans le prix de revient des ventes	-5 653	-5 336
Total	51 743	50 109
(1) dont cotisations aux régimes de retraite	2 627	2 497
Effectif à la clôture de l'exercice	2 113	2 069

4.16 - Amortissements et pertes de valeur :

	31/12/07	31/12/06
Amortissements sur immobilisations incorporelles	473	593
Amortissements sur immobilisations corporelles	10 178	9 786
Dotations aux amortissements	10 651	10 379
Pertes de valeur	105	0
Amortissements et pertes de valeur	10 756	10 379

Total des amortissements et pertes de valeur comptabilisés en résultat opérationnel de la période (toutes rubriques confondues).

	31/12/07	31/12/06
Dotation aux amortissements incluse dans le prix de revient des ventes	1 178	907
Dotation aux amortissements en résultat opérationnel courant	10 651	10 379
Dotation pertes de valeur incluse dans la ligne prix de revient des ventes	907	1 097
Reprise pertes de valeur incluse dans la ligne prix de revient des ventes	-1 040	-1 083
Dotation aux provisions pour pertes de valeur en résultat opérationnel courant	105	0
Total dotation amortissements et pertes de valeur	11 801	11 300

4.17 - Autres produits et charges opérationnels :

	31/12/07	31/12/06
Autre produits opérationnels :		
Produits de cession d'actifs immobilisés	584	1 145
Autres produits opérationnels	140	25
Reprises de provisions pour pertes de valeur	23	397
Total	747	1 567
Autre charges opérationnelles :		
Valeurs comptables nettes des actifs immobilisés cédés	-419	-1 011
Autres charges opérationnelles	-41	-62
Dotations aux provisions pour pertes de valeur	-187	-253
Total	-647	-1 326

4.18 - Résultat financier :

	31/12/07	31/12/06
Produits financiers :		
Intérêts sur placement court terme	281	175
Produits de cession de valeurs mobilières de placement	497	287
Reprises de provisions pour pertes de valeur	0	4
Total	778	466
Charges financières :		
Intérêts et charges	87	37
Dotations aux provisions pour pertes de valeur	3	2
Autres charges financières	389	-
Total	479	39
Résultat financier	299	427

4.19 - Charge d'impôt :

	31/12/07	31/12/06
Impôt figurant dans les comptes sociaux	1 044	1 655
Impôt né de la fiscalité différée	426	697
Impôt sur les résultats	1 470	2 352
Preuve d'impôt : Résultat avant impôt des sociétés intégrées	3 137	6 176
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur pour la société mère	1 142	2 126
Impact des charges définitivement non déductibles (1)	579	684
Impact des charges ou produits non soumis à taxation	0	80
Crédits d'impôts et autres impôts	-251	-538
Charge d'impôt effective	1 470	2 352
(1) dont charge fiscale sur dividende Sogara	531	384

Solde d'impôts différés

	31/12/2006	Incidence résultat	Variation périmètre	Valeur au 31/12/07
Impôts différés - Actif	974	-426	-	548
Impôts différés - Passif	-247	-	-9	-256
Total	727	-426	-9	292

Répartition par nature d'impôt

	31/12/2006	Incidence résultat	Variation périmètre	Valeur au 31/12/07
Impôts différés / différences temporaires	3 173	236	-	3 409
Impôts différés / retraitements fiscaux et d'harmonisation	-2 066	-642	-9	-2 717
Impôts différés / écarts d'évaluation	-449	15	-	-434
Activation de reports déficitaires	69	-35	-	34
Solde net d'impôts différés	727	-426	-9	292

Il n'y a pas de pertes fiscales ou crédit d'impôt pour lesquels un impôt différé n'aurait pas été comptabilisé.

4.20 - Acquisitions de filiales

Le 5 janvier 2007, le groupe a acquis la totalité des actions de la société SACIR S.A.S pour un montant de 3 512 milliers d'euros.

La société est propriétaire d'un supermarché sis à Villeneuve de Marsan – Landes (40).

Entre la date d'acquisition et le 31 décembre 2007, la filiale contribue à hauteur de 94 milliers d'euros au résultat du

groupe. La direction estime que si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2007, le résultat consolidé de la période aurait été très peu différent.

L'impact de cette acquisition sur les actifs et passifs du groupe, à la date d'acquisition, est peu significatif. Le goodwill comptabilisé à la date d'acquisition porte sur la part de marché que représente cette entité et s'élève à 2 544 milliers d'euros.

5 - Autres informations

5.1 - Parties liées

5.1.1 - Prêts aux mandataires sociaux :

Néant.

5.1.2 - Rémunérations des dirigeants :

En complément de leurs salaires, le groupe accorde des avantages en nature aux dirigeants. Par ailleurs, des indemnités de départ à la retraite pour les membres du directoire sont prévues.

	31/12/07	31/12/06
Avantages à court terme (1)	813	793
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail (2)	789	576
Autres avantages à long terme	0	0
Paiements fondés sur des actions	0	0
Total	1 602	1 369

(1) Ces chiffres correspondent aux salaires et avantages en nature

(2) Cet engagement est compris dans la provision long terme « Provision pour départ en retraite » ; il est chiffré charges sociales incluses au 31 décembre 2007

5.1.3 - Transactions avec les membres du directoire et du conseil de surveillance :

Certains membres du conseil de surveillance ont des participations dans des sociétés qui ont réalisé des transactions avec le groupe au cours de l'exercice (ventes de marchandises).

Les montants des transactions et soldes bilantiels relatifs à ces opérations sont non significatifs.

Les termes et conditions de ces transactions n'ont pas été plus favorables que ceux des transactions similaires réalisées avec des entités non liées aux dirigeants et soumises à des conditions de concurrence normales.

5.1.4 - Autres transactions avec les parties liées :

Les transactions et soldes avec Sogara et Centros Comerciales Carrefour correspondent à des ventes et achats de marchandises en gros pour les montants ci-dessous :

	Transactions de l'exercice		Solde au 31 décembre	
	2007	2006	2007	2006
Ventes à Sogara	440	729	152	270
Achats à Sogara	6	47	4	41
Achats à Centros Comerciales Carrefour (Socomo)	230	83	19	2

5.2 – Actifs et passifs éventuels

Société mère et filiales contrôlées

Il n'y a pas d'actifs éventuels ou de passifs éventuels significatifs identifiés à la clôture de l'exercice.

Entreprises associées

Il n'y a pas d'actifs éventuels ou de passifs éventuels significatifs identifiés à la clôture de l'exercice pour lesquels la société mère serait conjointement et solidairement responsable.

5.3 - Gestion du risque financier

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

L'exposition du groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative en raison du très faible volume des ventes à des clients qui bénéficient de conditions de paiement à crédit (grossistes) et du suivi régulier de leur solde.

Pour les placements, le groupe limite son exposition au risque de crédit en investissant uniquement dans des titres liquides, à caractère monétaire, et dont l'exposition maximale correspond à la valeur comptable des ces instruments (cf § 4.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie).

Risque de taux

Le groupe n'est pas exposé au risque de taux car son endettement est très faible. Les lignes d'endettement ne font pas l'objet de couverture.

Par ailleurs, le groupe ne dispose pas d'actifs financiers à taux variable à la clôture de l'exercice.

Risque de change

Le risque de change est très limité car la quasi-totalité des opérations commerciales et financières du groupe est réalisée en euros. Il n'existe pas d'opérations de couverture.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes à leur échéance. Ce risque est estimé limité en raison du faible endettement du groupe et des lignes de crédit bancaire et des liquidités suffisantes permettant de faire face aux dépenses opérationnelles.

Instruments de garantie

Le groupe n'a pas donné d'actifs financiers en garantie de passifs ou de passifs éventuels.

De même, le groupe ne détient aucune garantie (d'un actif financier ou non financier) qu'il serait autorisé à vendre ou à redonner en garantie.

Opérations de décomptabilisation

Il n'existe pas de transferts d'actifs financiers et donc d'obligation en matière de décomptabilisation d'actifs.

Risque sur actions

Occasionnellement, le groupe achète ses propres actions sur le marché boursier. Ces actions sont destinées à être annulées ou conservées pour les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Durant l'exercice, la société mère n'est pas intervenue sur le marché boursier de ses propres actions et, à la clôture de l'exercice, elle ne détient aucune action propre. Le groupe n'est donc pas exposé au risque sur action.

5.4 - Engagements hors bilan

	31/12/07	31/12/06
Engagements donnés :		
Engagements liés aux contrats de location	5 632	6 359
Engagements d'achats et de travaux immobiliers	13 730	8 632
Cautions données	-	-
Nantissements sur immobilisations, stocks	-	-
Total	19 362	14 991
Droits individuels à la formation acquis par les salariés et non exercés à la clôture de l'exercice (en nombre d'heures)	120 051	89 047
Engagements reçus :		
Loyers de galeries marchandes à recevoir	10 432	9 829
Cautions reçues	185	185
Total	10 617	10 014

5.5 - Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

6 - Comptes Sogara (en milliers d'euros)**6.1 Bilan :**

Actif	31/12/2007	31/12/2006
Immobilisations corporelles	154 122	142 690
Immobilisations incorporelles	57 414	57 422
Immeubles de placement	0	0
Participation Centros Comerciales Carrefour	128 181	128 181
Actifs financiers	90	72
Actifs d'impôts différés	4 270	7 006
Total des actifs non courants	344 077	335 371
Stocks de marchandises	119 898	112 840
Clients et autres débiteurs (1)	438 184	299 724
Autres actifs financiers	0	0
Créance d'impôt courant	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14 610	24 296
Total des actifs courants	572 692	436 860
Total des actifs	916 769	772 231
(1) Dont trésorerie placée en compte courant Carrefour	316 117	162 338

Passif	31/12/2007	31/12/2006
Capital social	32 112	32 112
Prime d'émission	126 064	126 064
Réserves	418 587	258 339
Résultats	20 546	53 556
Total des capitaux propres (part du groupe)	597 309	470 071
Provisions à long terme	17 554	11 292
Passifs financiers	310	322
Impôts différés	0	0
Total des passifs non courants	17 864	11 614
Découverts bancaires	744	228
Provisions à court terme	3 424	1 184
Dettes d'impôt	0	0
Fournisseurs et autres créditeurs	297 428	289 134
Total des passifs courants	301 596	290 546
Total des capitaux propres et passifs	916 769	772 231

6.2 - Compte de résultat :

(hors dividende Centros Comerciales Carrefour)	31/12/2007	31/12/2006
Ventes hors taxes	1 505 766	1 481 724
Autres revenus	7 104	8 991
Prix de revient des ventes	-1 175 693	-1 149 252
Revenu commercial	337 177	341 463
Charges de personnel	-163 162	-159 376
Charges externes	-75 086	-76 764
Impôts et taxes	-22 137	-19 293
Amortissements et provisions	-19 229	-18 334
Autres produits opérationnels	853	
Autres charges opérationnelles	-1 138	
Résultat opérationnel courant	57 278	67 696
Autres produits et charges	0	(1) 16 074
Résultat opérationnel	57 278	83 770
Produits financiers	6 431	3 784
Charges financières	-1 521	-699
Résultat financier	4 910	3 085
Résultat avant impôt	62 188	86 855
Charge d'impôt (2)	-41 642	-33 299
Résultat net	20 546	53 556
(1) Plus-values de cessions de galeries marchandes		16 162
(2) Dont :		
- retenue à la source sur le dividende Centros Comerciales Carrefour	- 3 889	- 3 807
- retenue à la source sur la distribution exceptionnelle de Centros Comerciales Carrefour	- 15 274	
- charge fiscale sur la distribution exceptionnelle	- 2 250	

7 - Comptes Centros Comerciales Carrefour (en milliers d'euros)**7.1 Bilan :**

Actif	31/12/2007	31/12/2006
Immobilisations corporelles	2 101 985	2 102 933
Immobilisations incorporelles	294 433	298 991
Immeubles de placement	96 475	100 229
Participations dans les entreprises associées	18 093	31 601
Actifs financiers	22 003	21 070
Actifs d'impôts différés	18 583	16 540
Autres actifs non courants	-	-
Total des actifs non courants	2 551 572	2 571 364
Stocks de marchandises	1 086 698	1 002 366
Clients et autres débiteurs	1 714 621	1 355 253
Autres actifs financiers	1 252 481	1 475 393
Créance d'impôt courant	60 399	102 885
Trésorerie et équivalents de trésorerie	127 183	145 046
Autres actifs courants	14 929	15 623
Total des actifs courants	4 256 311	4 096 566
Total des actifs	6 807 883	6 667 930

Capitaux propres	31/12/2007	31/12/2006
Capital social	196 822	196 822
Autres réserves	57 568	725 984
Réserves consolidées	752 976	1 714 072
Total des capitaux propres attribuable aux actionnaires de la société	1 007 366	2 636 878
Intérêts minoritaires	78 981	74 989
Total des capitaux propres	1 086 347	2 711 867
Provisions à long terme	70 316	29 604
Passifs financiers	1 509 535	7 703
Impôts différés	56 872	45 433
Total des passifs non courants	1 636 723	82 740
Découverts bancaires	19 290	40 087
Emprunts et dettes financières	-	-
Provisions à court terme	1 648	2 721
Dettes d'impôt	286 650	241 480
Fournisseurs et autres créditeurs	3 540 270	3 290 259
Autres passifs courants	236 955	298 776
Total des passifs courants	4 084 813	3 873 323
Total des capitaux propres et passifs	6 807 883	6 667 930

7.2 - Compte de résultat :

	31/12/2007	31/12/2006
Ventes hors taxes	9 511 148	9 040 772
Autres revenus	238 880	190 896
Prix de revient des ventes	-7 455 431	-7 063 079
Revenu commercial	2 294 597	2 168 589
Charges de personnel	-883 683	-819 502
Autres charges	-652 917	-624 364
Amortissements et provisions	-179 494	-161 833
Résultat opérationnel courant	578 503	562 890
Autres produits opérationnels	67 467	18 275
Autres charges opérationnelles	-13 175	-8 172
Résultat opérationnel	632 795	572 993
Produits financiers	52 685	37 984
Charges financières	-10 875	-5 631
Résultat financier	41 810	32 353
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	1 835	4 349
Résultat avant impôt	676 440	609 695
Charge d'impôt	-200 493	-192 121
Résultat net avant résultat des activités arrêtées	475 947	417 574
Résultat net des activités arrêtées	-571	-6 028
Résultat de la période	475 376	411 546
Intérêts minoritaires	-16 985	-16 459
Résultat net part du groupe	458 391	395 087

Rapport des commissaires aux comptes

sur les comptes consolidés
Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la Société Guyenne et Gascogne SA relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2007, tels qu'ils sont présentés aux pages 48 à 71 et joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables

suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués. Nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Lors de l'arrêté de ses comptes consolidés, le groupe Guyenne et Gascogne est conduit à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent notamment :

- La valorisation des regroupements d'entreprise (fonds de commerces et écarts d'acquisition). Les notes 3.3.2 et 3.3.3 de l'annexe prévoient les modalités d'évaluation et de dépréciation de ces actifs.
- La comptabilisation des provisions commentée à la note 3.3.8 de l'annexe
- La valorisation des avantages du personnel présentée à la note 3.3.9 de l'annexe

Nos travaux ont consisté à apprécier les données, les hypothèses et le caractère raisonnable sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par le groupe Guyenne et Gascogne, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner la documentation disponible.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérifications et informations spécifiques

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Mérignac, le 25 avril 2008

Les commissaires aux comptes

FIGEOR

Michel CHARPENTIER

Associé

AUDIAL Expertise & Conseil

Michel BOUILLY

Associé

Comptes sociaux

1 - Bilan

(En milliers d'euros)

Actif	2007			2006
	Note	Montant brut	Amortissements et provisions	Montant net
Immobilisations incorporelles		34 341	8 360	25 981
Immobilisations corporelles		246 215	134 678	111 537
Immobilisations financières		112 888	24	112 864
Total de l'actif immobilisé	2.1	393 444	143 062	250 382
Stocks :				
Approvisionnements		32	0	32
Marchandises	2.2	40 553	816	39 737
Créances :				
Clients et comptes rattachés	2.3	582	85	497
Autres créances	2.3	39 277	211	39 066
Divers :				
Valeurs mobilières de placement	2.4	8 388	0	8 388
Disponibilités		10 750	0	10 750
Charges constatées d'avance	2.3	679	0	679
Total de l'actif circulant et des charges constatées d'avance		100 261	1 112	99 149
Total général		493 705	144 174	349 531

Passif	Note	2007	2006
Capital social	2.6	108 293	108 293
Prime d'émission		659	444
Réserve légale		10 829	10 829
Autres réserves		65 341	65 341
Report à nouveau		20 883	21 253
Résultat de l'exercice		30 870	21 288
Provisions réglementées	2.7	5 944	4 145
Total des capitaux propres	2.5	242 819	231 593
Provisions pour risques		1 148	884
Provisions pour charges		5 969	5 835
Total des provisions pour risques et charges	2.7	7 117	6 719
Dettes financières :			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		7 396	12 142
Emprunts et dettes financières divers		5 479	4 105
Dettes d'exploitation :			
Fournisseurs et comptes rattachés		64 190	63 115
Dettes fiscales et sociales		16 842	15 448
Dettes diverses :			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 161	3 431
Autres dettes diverses		3 527	1 680
Total des dettes	2.8	99 595	99 921
Produits constatés d'avance		0	6
Total général		349 531	338 239

2 -Compte de résultat

(En milliers d'euros)

	Note	31/12/2007	31/12/2006
Ventes de marchandises	2.9	496 031	482 513
Production vendue (biens et services)	2.10	3 512	3 367
Autres produits	2.11	394	490
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	2.12	1 643	1 515
Total des produits d'exploitation		501 580	487 885
Achats consommés		386 326	376 440
Autres achats et charges externes		35 878	35 486
Impôts, taxes et versements assimilés		7 889	8 063
Charges de personnel		55 995	53 314
Dotations aux amortissements sur immobilisations		11 603	10 796
Dotations aux provisions sur actif circulant		907	1 096
Dotations aux provisions pour risques et charges		697	1 254
Total des charges d'exploitation		499 295	486 449
Résultat d'exploitation	2.14	2 285	1 436
Quote-part de résultat des opérations faites en commun		0	-200
Produits financiers de participations		30 868	22 282
Autres produits financiers		805	931
Total des produits financiers		31 673	23 013
Dotations financières aux amortissements et provisions		3	2
Intérêts et charges assimilés		658	189
Total des charges financières		661	191
Résultat financier	2.15	31 012	22 822
Résultat courant avant impôt		33 297	24 258
Produits exceptionnels		729	1 260
Charges exceptionnelles		2 408	2 836
Résultat exceptionnel	2.16	- 1 679	-1 576
Impôt sur les bénéfices	2.17	-748	-1 394
Résultat de l'exercice		30 870	21 288

3 - Tableau de trésorerie

(En milliers d'euros)

	31/12/2007	31/12/2006
Bénéfice net	30 870	21 288
Dotations aux amortissements	11 790	10 819
Variation des provisions	2 128	2 404
Résultat de cessions des immobilisations	-72	-179
Autofinancement	44 716	34 332
Variation du besoin en fonds de roulement	-1 364	-4 115
Flux de trésorerie généré par l'activité	43 352	30 217
Acquisitions d'immobilisations	-25 419	-21 183
Titres de participation	-3 513	-8
Cessions d'immobilisations	484	804
Cessions de titres immobilisés	-	-
Variation des dettes sur immobilisations	-1 270	1 518
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-29 718	-18 869
Dividende versé	-21 659	-17 936
Remboursement d'emprunts	-52	-48
Créances sur participations	15	172
Prêts accordés et dépôts versés	-102	-63
Encaissement sur prêts	39	41
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement	-21 759	-17 834
Variation de la trésorerie	-8 125	-6 486
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	19 924	26 410
Trésorerie à la clôture de l'exercice	11 799	19 924

4 - Participations

(En milliers d'euros)

	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation	Quote- part du capital	Valeur des titres	Prêts et avances	Cautions et avals	Chiffre d'affaires hors taxes	Résultat du dernier exercice	Dividende encaissé par Guyenne et Gascogne
Sogara SAS 1, rue Jean Mermoz ZAE Saint Guénault 91002 Evry Siren : 662 720 341	25 000	272 941	49,99 %	58 058	-	-	44 019	194 143	29 620
Société Nouvelle Sogara SAS 1, rue Jean Mermoz ZAE Saint Guénault 91002 Evry Siren : 441 037 405	7 112	58 355	49,72 %	32 489	-	-	71 675	2 617	1 242
Gerflo SA 60, quai Mousserolles 64100 Bayonne Siren : 344 895 206	959	3 511	99,96 %	14 741	-	-	611	391	-
Somafre SA 60, quai Mousserolles 64100 Bayonne Siren : 388 091 217	48	80	99,90 %	3 845	-	-	118	106	-
Sacir SAS 60 avenue du Capitaine Resplandy 64100 Bayonne Siren : 775 598 394	73	820	100,00 %	3 513	-	-	150	65	-
Europa Discount Sud-Ouest 120 rue du Général Malleret Joinville 94405 Vitry-sur-Seine Siren : 389 956 932	150	2	20,00 %	30	-	-	-	-6	-

5 -Annexe aux comptes sociaux

1 - Règles et méthodes comptables

1.1 - Principes comptables

Les comptes annuels sont établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

A compter de l'exercice 2006, les stocks de marchandises sont évalués en tenant compte de tous les coûts logistiques et tous les avantages différés obtenus des fournisseurs.

1.2 - Immobilisations incorporelles

Les fonds commerciaux ont été soit acquis, soit apportés à la société à l'occasion de l'absorption des filiales. Ces fonds ne sont pas amortis ; ils font cependant l'objet d'une provision pour dépréciation si nécessaire, leur valeur étant estimée au niveau de chaque hypermarché ou de chaque groupe de supermarchés (3 zones définies) et appréciée en fonction du chiffre d'affaires réalisé.

Les logiciels sont amortis sur une durée de trois à cinq ans.

1.3 - Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (frais d'acquisition inclus à compter du 1^{er} janvier 2005), ou à leur valeur d'apport, à l'exception de celles acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet de la réévaluation légale.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur la durée normale d'utilisation :

Constructions gros œuvre	40 ans
Autres constructions	20 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 ans
Installations techniques	5 à 8 ans
Matériel et outillage	3 à 6 ans
Matériel de transport	4 à 6 ans
Matériel de bureau	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	10 ans

Les immobilisations sont amorties suivant le seul mode linéaire.

1.4 - Titres de participation et autres titres immobilisés

Ils figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition, sauf pour la participation dans Sogara qui a été modifiée à l'occasion de la réévaluation légale au 31 décembre 1976. Ils font l'objet, éventuellement, d'une provision pour dépréciation tenant compte de la situation nette corrigée à la clôture de l'exercice et des perspectives de la société considérée.

1.5 - Stocks

La valeur brute des stocks constitués principalement de marchandises comprend le coût d'achat et les coûts logistiques sous déduction des avantages différés.

Le coût d'achat correspond au dernier prix facturé ; compte tenu de leur rotation rapide, cette valorisation est proche de la méthode « premier entré - premier sorti ».

Les coûts logistiques incluent tous les frais jusqu'à la livraison des produits aux magasins.

Les avantages différés reprennent les ristournes ainsi que les services facturés aux fournisseurs.

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de la valeur de marché à la clôture de l'exercice.

1.6 - Provisions réglementées

Ce poste correspond aux amortissements dérogatoires. Il enregistre essentiellement l'écart d'amortissement sur les constructions (gros œuvre) entre le calcul comptable sur 40 ans et le calcul fiscal sur 20 ans.

1.7 - Provisions pour risques et charges

Le poste provisions pour risques correspond à des procédures contentieuses à caractère commercial et prud'homal.

Les provisions pour charges concernent les engagements de départ à la retraite, les engagements de médailles du travail et des impôts à décaissement différé.

Les engagements de retraite et de médailles du travail sont évalués par un actuair indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées ; cette obligation finale est ensuite actualisée. Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- départs en retraite à l'initiative des salariés,
- âge de départ : dès que le salarié bénéficie d'une retraite à taux plein,
- taux de rotation décroissant par tranche d'âge,
- table de mortalité : INSEE 2001-2003,
- progression annuelle des salaires futurs : 3% (inflation comprise),
- taux de charges sociales : de 37 à 43 % selon les catégories de salariés,
- taux d'actualisation : 5,25%.

En matière de médailles du travail, la société a évalué cet engagement selon les mêmes méthodes que pour les prestations de retraite. Le taux de revalorisation retenu est de 2%.

2 - Notes sur les comptes sociaux (en milliers d'euros)

2.1 - Etat de l'actif immobilisé :

Valeurs brutes	Valeur brute 31/12/06	(1) Fusion- absorption de filiales	Virements poste à poste	Augmentation	Diminution	Valeur brute 31/12/07
Logiciels	9 020	1	-	203	17	9 207
Fonds commerciaux	23 639	1 392	-	-	-	25 031
Autres immobilisations incorporelles	1 218	-	-1 118	3	-	103
Total des immobilisations incorporelles	33 877	1 393	-1 118	206	17	34 341
Terrains	32 309	593	486	4 353	1 049	36 692
Constructions	125 065	1 061	7 028	12 848	1 777	144 225
Installations techniques, matériel et outillage	54 188	72	83	6 056	3 144	57 255
Autres immobilisations corporelles	6 034	691	-	586	935	6 376
Immobilisations en cours	6 776	-	-6 479	1 370	-	1 667
Total des immobilisations corporelles	224 372	2 417	1 118	25 213	6 905	246 215
Participations	110 802	-1 638	-	(2) 3 513	-	112 677
Créances rattachées à des participations	773	-695	-	-	78	0
Autres titres immobilisés	42	-	-	-	-	42
Prêts	39	-	-	83	39	83
Autres immobilisations financières	69	-	-	17	-	86
Total des immobilisations financières	111 725	-2 333	0	3 613	117	112 888
Total de l'actif immobilisé	369 974	1 477	0	29 032	7 039	393 444

(1) Ces montants correspondent aux immobilisations apportées par les filiales Hagetmau Distribution et SCI Les Pins et aux titres de participation et créances annulés chez Guyenne et Gascogne.

(2) Acquisition des titres Sacir (supermarché de Villeneuve de Marsan).

Amortissements et provisions	Amortissements 31/12/06	(1) Fusion- absorption de filiales	Augmentation, dotations de l'exercice	Diminution, cessions, mises hors service	Amortisse- ments 31/12/07
Logiciels	7 850	1	462	17	8 296
Fonds commerciaux	53	-	11	-	64
Total des immobilisations incorporelles	7 903	1	473	17	8 360
Terrains	12 161	8	948	840	12 277
Constructions	71 485	667	5 609	1 746	76 015
Installations techniques, matériel et outillage	40 048	70	4 272	2 996	41 394
Autres immobilisations corporelles	5 038	377	488	911	4 992
Total des immobilisations corporelles	128 732	1 122	11 317	6 493	134 678
Titres de participation	2	-	-	-	2
Autres immobilisations financières	21	-	1	-	22
Total des immobilisations financières	23	0	1	0	24
Total	136 658	1 123	11 791	6 510	143 062
Dotations linéaires			11 603		
Dotations financières			1		
Dotations exceptionnelles			187		
Soit dotation globale de l'exercice			11 791		

(1) Ces montants correspondent aux amortissements des immobilisations apportées par les filiales Hagetmau Distribution et SCI Les Pins absorbées.

2.2 - Stocks de marchandises :

	Valeur au 31/12/07	Valeur au 31/12/06
Valeurs brutes	40 553	37 796
Décote	-816	-997
Valeurs nettes	39 737	36 799

Les stocks au 31 décembre 2007 ont été évalués comme indiqué en note 1.5 des règles et méthodes comptables.

2.3 - Etat des créances :

	Valeur brute	Moins d'un an	Plus d'un an	Provision	Valeur nette 31/12/07	Valeur nette 31/12/06
Clients et comptes rattachés	582	582	-	85	497	515
Fournisseurs (ristournes et avoirs à recevoir)	32 580	32 580	-	-	32 580	28 408
Créances sociales et fiscales	3 852	3 852	-	-	3 852	4 042
Compte courant des filiales	0	-	-	-	0	181
Autres créances	2 845	2 845	-	211	2 634	2 415
Total des créances de l'actif circulant	39 859	39 859	0	296	39 563	35 561
Charges constatées d'avance	679	467	212	-	679	568
Total général	40 538	40 326	212	296	40 242	36 129

Postes du bilan où sont inclus des produits à recevoir	31/12/07	31/12/06
Clients et comptes rattachés	40	17
Fournisseurs (ristournes et avoirs à recevoir)	30 871	27 741
Créances sociales et fiscales	714	1 462
Autres créances	555	927
Total général	32 180	30 147

2.4 - Valeurs mobilières de placement :

	31/12/07		31/12/06	
	Valeur comptable	Valeur boursière	Valeur comptable	Valeur boursière
Sicav monétaires	3 388	3 392	15 668	15 804
Billets de trésorerie	5 000	5 000	4 110	4 110
Total	8 388	8 392	19 778	19 914

2.5 - Evolution des capitaux propres :

Situation nette au 31 décembre 2006	210 305
Bénéfice de l'exercice 2006	21 288
Capitaux propres au 31 décembre 2006	231 593
Distribution dividende	-21 659
Prime de fusion (absorption SCI Les Pins)	215
Provisions réglementées	1 800
Bénéfice exercice 2007	30 870
Capitaux propres au 31 décembre 2007	242 819

2.6 - Composition du capital social

Le capital est composé de 6 768 335 actions de 16 euros nominal.

Un droit de vote est attribué à toutes les actions inscrites sous la forme nominative depuis quatre ans au moins au nom du même actionnaire.

La société ne détient pas d'actions Guyenne et Gascogne au 31 décembre 2007.

2.7 - Etat des provisions :

	Montant au 31/12/06	(1) Fusion- absorption de filiales	Augmentation, dotations de l'exercice	Diminution, reprises de l'exercice	Montant au 31/12/07
Amortissements dérogatoires	4 145	70	1 771	42	5 944
Total provisions réglementées	4 145	70	1 771	42	5 944
Pour risques	884	-	474	210	1 148
Pour charges (engagements de retraite)	4 949	-	223	-	5 172
Pour charges (médailles du travail)	380	-	-	18	362
Pour impôts (2)	379	-	-	32	347
Pour impôts (3)	127	-	-	39	88
Total provisions pour risques et charges	6 719	0	697	299	7 117

(1) Montant provenant des filiales Hagetmau Distribution et SCI Les Pins absorbées.

(2) Impôt sur la plus-value de fusion des filiales absorbées en 2004.

(3) Impôt sur la plus-value relative aux immobilisations détruites lors de l'incendie du siège social en 2003.

Utilisation des provisions pour risques :

	Reprises de l'exercice	Charges comptabili- sées en 2007	Provisions devenues sans objet
Litiges salariés	85	12	73
Contentieux	20	4	16
Amendes	10	9	1
Désamiantage	95	-	95
Total général	210	25	185

2.8 - Etat des dettes :

	Degré de liquidité			
	Montant brut	Un an au plus	Un à cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 396	7 396	-	-
Emprunts et dettes financières divers	5 479	5 479	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	64 190	64 190	-	-
Dettes fiscales et sociales	16 842	16 842	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 161	2 161	-	-
Autres dettes diverses	3 527	3 527	-	-
Total des dettes	99 595	99 595	0	0

Postes du bilan où sont incluses des charges à payer	31/12/07	31/12/06
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	223	119
Fournisseurs et comptes rattachés	14 517	10 030
Dettes fiscales et sociales	9 488	9 844
Autres dettes diverses	3 027	1 252
Total général	27 255	21 245

2.9 - Ventilation des ventes hors taxes par type d'activité :

	31/12/07	31/12/06
Hypermarchés	274 646	267 653
Supermarchés	222 960	215 434
Entrepôts (ventes en gros)	945	1 532
Recettes brutes	498 551	484 619
Réductions sur ventes accordées	-2 520	-2 106
Recettes nettes	496 031	482 513

2.10 - Production vendue (biens et services) :

	31/12/07	31/12/06
Ventes de déchets	183	121
Commissions perçues	836	825
Loyers galeries marchandes	2 203	2 153
Produits divers	290	268
Total production vendue (services)	3 512	3 367

2.11 - Autres produits :

	31/12/07	31/12/06
Subventions d'exploitation	369	337
Produits de gestion courante	25	153
Total	394	490

2.12 - Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges :

	31/12/07	31/12/06
Reprises de provisions d'exploitation	1 238	1 132
Transferts de charges	405	383
Total	1 643	1 515

2.13 - Profits sur exercices précédents :

	31/12/07	31/12/06
Avantages différés	-	747
Charges sociales (allègement « Fillon » 2006)	67	1 414
Dégrèvement taxe vidéogrammes (2003 et 2004)	90	-
Dégrèvement taxe sur les imprimés publicitaires (2002 à 2005)	71	-
Total	228	2 161

2.14 - Résultat d'exploitation :

Il est rappelé que le résultat d'exploitation de l'exercice 2006 a été impacté défavorablement de 3 402 milliers d'euros du fait du changement de méthode de valorisation des stocks de marchandises.

2.15 - Résultat financier :

Les produits financiers de participation correspondent au dividende reçu de :	31/12/07	31/12/06
Sogara, Sogara France et Société Nouvelle Sogara	30 868	22 282

2.16 - Résultat exceptionnel :

	31/12/07	31/12/06
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion (1)	173	92
Sur opérations en capital (2)	484	818
Sur reprises de provisions et transferts de charges	72	350
Total	729	1 260
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion	38	333
Sur opérations en capital (3)	412	616
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (4)	1 958	1 887
Total	2 408	2 836
Résultat exceptionnel	-1 679	-1 576
(1) dont dégrèvement d'impôt	161	-
(2) dont prix de cession d'immeubles	317	672
(3) dont valeurs des immeubles cédés	236	471
(4) dont dotation aux amortissements dérogatoires liée aux constructions « gros œuvre »	1 715	1 768

2.17 - Calcul de l'impôt sur les bénéfices :

	31/12/07		31/12/06	
	Résultat imposable	Impôt	Résultat imposable	impôt
Résultat courant comptable	33 297		24 259	
Réintégrations (1)	7 099		7 308	
Déductions	-5 544		-3 143	
Dividende Sogara	-30 868		-22 282	
Quote-part de frais et charges sur dividende Sogara	1 543		1 114	
Base imposable sur résultat courant	5 527	1 833	7 256	2 437
Résultat exceptionnel	-1 679		-1 576	
Réintégrations	11		12	
Déductions	-		-	
Base imposable sur résultat exceptionnel	-1 668	-553	-1 564	-525
Réduction d'impôt dons aux œuvres		-532		-518
Total IS à payer		748		1 394
(1) dont charges non déductibles visées à l'article 39-4 du CGI	9		10	

2.18 - Allègement de la dette future d'impôt :

Nature des différences temporaires	31/12/07	31/12/06
Abattement complémentaire sur stock	3 602	3 109
Contribution sociale de solidarité	799	824
Taxes grandes surfaces	1 471	1 470
Total	5 872	5 403
Allègement de la dette future d'impôt	2 022	1 860

3 - Autres informations

(en milliers d'euros)

3.1 - Engagements hors bilan :

	31/12/07	31/12/06
Engagements donnés :		
Engagements liés aux contrats de location	5 632	6 359
Engagements d'achats immobiliers	13 730	8 632
Cautions données	-	-
Total	19 362	14 991
Droits individuels à la formation acquis par les salariés et non exercés à la clôture de l'exercice (en nombre d'heures)	120 068 heures	89 047 heures
Engagements reçus :		
Loyers de galeries marchandes à recevoir	10 432	9 829
Cautions reçues	185	185
Total	10 617	10 014

3.2 - Comptes consolidés :

Guyenne et Gascogne présente des comptes consolidés.

3.3 - Postes du bilan concernant les sociétés du groupe :

	31/12/07	31/12/06
Actif :		
Participations	112 676	110 802
Créances rattachées à des participations	-	773
Clients	152	270
Autres créances	1	181
Passif :		
Emprunts et dettes financières divers	5 194	3 834
Fournisseurs	5	41

3.4 - Titres immobilisés :

	Nombre d'actions	Pourcentage détenu	Valeur brute	Valeur nette
Participations :				
Sogara SAS	800 542	49,99 %	58 058	58 058
Sogara France SAS	1	NS	-	0
Société Nouvelle Sogara	35 360	49,72 %	32 489	32 489
Europa Discount Sud-Ouest	2 000	20,00 %	30	29
Gerflo SA	59 912	99,96 %	14 741	14 741
Somafre SA	2 997	99,90 %	3 845	3 845
Sacir SAS	4 800	100,00 %	3 513	3 513
Total			112 676	112 675
Autres titres immobilisés :				
Herrickoa	8 000	NS	20	20
Aquitaine création Investissement	150	NS	22	22
Total			42	42

3.5 - Effectif au 31 décembre :

	31/12/07	31/12/06
Cadres	181	179
Agents de maîtrise et techniciens	280	272
Employés et ouvriers	1 652	1 618
Total	2 113	2 069

3.6 - Rémunération des dirigeants :

	2007	2006
Les rémunérations versées aux membres du directoire et du conseil de surveillance s'élèvent à	813	793
Dont au titre des jetons de présence	24	24

6 - Résultats financiers

(Au cours des cinq derniers exercices)

(chiffres en euros)

	2007	2006	2005	2004	2003
Situation financière en fin d'exercice :					
Capital social	108 293 360	108 293 360	108 293 360	108 293 360	27 073 340
Nombre d'actions émises	6 768 335	6 768 335	6 768 335	6 768 335	6 768 335
Nominal de l'action	16	16	16	16	4
Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
Résultat global des opérations effectuées :					
Chiffre d'affaires hors taxes	496 031 168	482 512 596	461 331 905	450 567 690	453 380 321
Résultat avant impôt, amortissements et provisions	45 475 461	36 032 614	39 061 100	49 539 007	45 312 942
Impôt sur les bénéfices	747 630	1 394 403	1 986 722	4 530 959	4 487 517
Résultat après impôt, amortissements et provisions	30 870 288	21 288 427	24 616 116	31 751 250	26 548 748
Montant des bénéfices distribués	(1) 23 689 172	21 658 672	17 936 088	16 920 837	15 973 271
Résultat des opérations réduit à une seule action :					
Résultat après impôt, mais avant amortissements et provisions	6,61	5,12	5,48	6,65	6,03
Résultat après impôt, amortissements et provisions	4,56	3,15	3,64	4,69	3,92
Dividende versé à chaque action	(1) 3,50	3,20	2,65	2,50	2,36
Avoir fiscal	-	-	-	-	1,18
Personnel :					
Nombre de salariés	2 113	2 069	2 048	1 983	2 032
Montant de la masse salariale	41 055 880	39 251 762	37 061 333	36 028 580	35 202 415
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	14 306 657	12 563 176	13 628 250	12 815 340	12 263 667

(1) sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale

Rapport général des commissaires aux comptes

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société Guyenne et Gascogne SA, tels qu'ils sont présentés aux pages 74 à 88 et joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi,

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Lors de l'arrêté de ses comptes, la société Guyenne et Gascogne est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent notamment la valorisation des titres de participation, les fonds de commerce, les provisions et avantages au personnel ainsi que les stocks. Nos travaux ont consisté à apprécier les données, les hypothèses et le caractère raisonnable sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société Guyenne et Gascogne, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner la documentation disponible.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ainsi qu'aux prises de participations vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Mérignac, le 25 avril 2008

Les commissaires aux comptes

FIGEOR

Michel CHARPENTIER

Associé

AUDIAL Expertise & Conseil

Michel BOUILLY

Associé

Attestation du responsable du rapport financier annuel

« J'atteste, à ma connaissance :

- que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation,
- et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées ».

Fait à Bayonne, le 22 avril 2008

Marc LEGUILLETTE
Membre du directoire